

n° 39

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

nov 2003

Jeunes communistes révolutionnaires

0,5€

guerre, racisme, misère



© Joël F. Volson

révolution

Répression à Caen

Aujourd'hui dans la matinée, des sympathisants et des militants syndicaux étudiants (15 personnes) ont été arrêtés par les forces de l'ordre suite à un appel de la Présidente.

Un débrailage a suivi vers 16h00, et a réuni près de 350 étudiants dans la rue ! Puis a suivi une AG à 90 étudiants !

Comment est-on en arrivé là ?

Depuis 3 semaines, la Halle des Sports est occupée par des étudiants sans logements, principalement des étrangers, et leurs sympathisants !

En fait au bout d'une semaine, le mouvement n'avait pas atteint l'ampleur suffisante pour établir un véritable rapport de force

avec les autorités administratives : ils n'étaient plus que 30 à 40 en AG ! Ces dernières (CROUS, FAC, PREFECTURE...) ne font rien pour régler le problème des quelques 300 étudiants SDF !!

Sous la forte pression de la présidence, il y eut un accord avec les occupants de la Halle pour qu'ils ne l'occupent plus que le soir, comme ils perturbent les épreuves de sports, de nombreux lycéens !! Ils acceptèrent aussi de prendre possession d'un local pour permettre aux étudiants SDF d'avoir un lieu de vie en journée ! Et donc aujourd'hui, dans leur droit, ils sont allés quérir la clé du local. Face aux exigences et la volonté des 50 étudiants d'occuper la présidence, la Présidente les menaces de poursuites en conseil de discipline. La tension était si intense, que lors de leur

départ de la présidence, la Présidente fit intervenir la police !!! Et furent interpellés pour violence envers le secrétaire général et pour vol de dossiers !! Ce qui est démenti par les étudiants arrêtés, qui comptent déposer plainte !

Voilà un rapide tableau de la scène étudiante caennaise. Mais ce que l'on peut souligner, malgré le dysfonctionnement de ce mouvement (ce «frémissement»), dirigé par la FSE et le SIA, et son très faible rapport de force, c'est le mépris totale des administrations envers ces étudiants SDF, et l'intervention des forces de l'ordre au sein d'un campus, que l'on avait pas vu sur Caen depuis 1968 !! Et ce n'est pas la première fac à vivre une telle répression cette année !!

Gwenal, [LCR Caen]

L'intolérance existe, nous l'avons rencontrée

Ebranlé par les mobilisations du printemps qui ont déstabilisé le Premier Ministre et failli coûter son poste au ministre de l'Éducation, ce dernier a lancé à la rentrée les débats qui divisent pour éviter une éventuelle reprise des grèves. Par exemple la laïcité et le débat sur le voile difficile à trancher sont excellents pour diviser une salle de prof. Il voulait faire diversion pour éviter le débat central : la privatisation de l'école.

Dans ce contexte et sous couvert de défendre la laïcité, un proviseur de la CUB (communauté urbaine de Bordeaux) veut uniformiser les élèves.

Un élève affichant son pantalon troué et sa crête de presque vingt centimètres c'est vu menacer d'expulsion car il ne correspondait pas à la « tenue correcte exigée ». Si le provo était inquiet de la santé mentale de l'élève, il aurait pu le confier simplement au médecin scolaire. Au contraire le provo choisit la répression d'emblée : menace d'expulsion.

S'en est suivi une mobilisation des élèves avec 350 signatures en trois jours d'une pétition demandant la réintégration de l'élève. Distribution de trois tracts appelant à des rassemblements dont un devant le bâtiment administratif qui sera occupé pen-

dant deux heures après la promesse d'un rendez-vous avec le provo. Tout ceci, avec le soutien de la FCPE et de quelques profs et d'une distribution de tract dans d'autres lycées, a conduit lors d'un conseil de vie scolaire (précédant au conseil de discipline) au bloc unanime des profs et des CPE pour dire au proviseur : « Stop ça suffit ! » (risque de grève à moyen terme)

Le résultat de toute cette lutte a été : le réveil de la conscience de certains lycéens et la formation d'un groupe d'action (qui a depuis investi les institutions lycéennes : déléguée de classe puis conseil de la vie lycéenne et conseil d'administration), et aussi la transformation d'un lycée bourgeois en poudrière, merci Mr Darcos !!!

NB : Le débat, nécessaire mais pas primordial, difficile à trancher à eu son effet néfaste en divisant professeur et parents d'élève.

Les élèves ont fait (au moins dans l'esprit) tous blocs pour défendre un élève injustement

attaqué et pour défendre la tolérance et pour refuser que l'éducation nationale et publique soit comparée à une entreprise (jamais un employeur ou un chasseur de têtes retiendra un « crêteux » !)

Des lycéens Talençais en lutte



Répression au lycée

Il y a près d'un mois au lycée Paul Robert (Les Lilas, 93), une bagarre a eu lieu entre deux élèves sur le parvis du lycée ou nous passions nos pauses. Depuis, l'administration nous empêche de sortir sur le parvis qui fait pourtant partie intégrante du lycée sous prétexte que cela empêcherait les contacts avec des gens extérieurs au lycée. Or la bagarre s'est produite entre deux élèves. Les élèves du lycée sont donc cloîtrés dans une cour minuscule à l'intérieur du lycée qui n'est pas faite pour contenir autant de monde. Cette situation témoigne d'une politique répressive et qui n'aura aucune conséquence positive, au contraire elle renforce les tensions entre les élèves, des élèves fument à l'intérieur du lycée etc... Nous pensons que ce qui améliorerait réellement la sécurité au sein du lycée, ce serait l'embauche de surveillants, d'infirmière (nous n'en avons pas au lycée, l'élève qui a eu la mâchoire cassée a dû attendre l'ambulance), d'assistante sociale, de Copsy etc... car la violence illustrée lors de cette bagarre est une réaction à la violence sociale qui opère chaque jour dans les quartiers dits défavorisés. Pour protester contre cette décision injuste, inutile et dangereuse, une pétition tourne dans le lycée, et elle compte déjà les signatures de plus de la moitié des élèves.

Elsa, [Les Lilas]

Les flics à Jussieu

Comme tous les ans, des centaines d'étudiants se font refouler à l'entrée de l'université. Cette année, sur Jussieu, leur nombre s'élève à plus de 400, pour la plupart étrangers. Ces étudiants sont refusés à la fac pour des motifs illégaux, tels que le « manque de place » (des recours au tribunal administratif ont d'ailleurs été mis en place). A l'issue de deux rendez-vous avec la Présidence de Paris 7, les vice-présidents ont expliqué aux « sans-facs » et aux militants de l'UNEF qui les soutiennent qu'ils ne souhaitent plus les rencontrer, ces rendez-vous ne menant soi-disant à rien. L'Assemblée Générale des sans-facs a donc décidé une occupation des bureaux de la Scolarité pour le mardi 21 octobre. Les sans-facs et les militants de l'UNEF ont donc pris possession des locaux administratifs de Paris 7 en début d'après-midi. Tout s'est déroulé sans le moindre incident. Mais voilà que peu avant 21 heures, 12 fourgons de policiers en uniformes sont entrés sur la fac, et ont délogé manu-militari les occupants. La moitié des étudiants se sont faits plaqués au sol, deshabillés, fouillés et les identités de chacun ont été prises. Tout le monde a été rela-

ché une demi-heure plus tard, à trois rues de la fac. Bilan : 2 blessés avec interruption de travail de 10 jours.

La vie a repris son cours sur la fac, mais les sans-facs sont restés sans inscription. Alors le jeudi 30 octobre, l'Assemblée Générale a revoté une occupation de la Scolarité. Cette fois, une cinquantaine de flics en civils ont débarqué au bout d'une heure pour déloger tout le monde. Ils ont alors demandé à la responsable du service intérieur de leur désigner les leaders, et c'est ainsi que 5 camarades se sont retrouvés au commissariat du 5ème arrondissement. Ils en ont été libérés une heure plus tard.

C'est la première (et deuxième) fois depuis la création de Jussieu que les flics sont entrés sur la fac pour s'en prendre à des étudiants. Ce n'est pas étonnant. Ces mesures sont accompagnées des lois Sarkozy qui sont un véritable durcissement des lois en matière d'immigration, ce qui colle bien à la politique de la fac, puisque celle-ci refuse cette année d'inscrire tous les étudiants étrangers.

Ianochka, [Jussieu]

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée,

que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- ▷ Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro.....) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- ▷ Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet dans l'Etat espagnol)
- ▷ Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :

-brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
-carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
-brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
-brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros

Chèque à l'ordre de RCJ

Nom.....Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal.....Ville.....
 Téléphone.....e-mail.....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
 mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Grève à la fac de Rennes 2

Fin octobre et début novembre des assemblées générales à la fac de Rennes 2 ont rassemblé plusieurs centaines d'étudiants. Le mercredi 5 novembre : une assemblée générale de plus d'un millier d'étudiants a voté la grève reconductible et le principe de l'occupation des locaux de l'université, qui, le soir mêmes étaient occupés par plus d'une centaine d'étudiants. Le mouvement a pour revendication le retrait des réformes ECTS et LMD. Tous les étudiants sont très remontés et le mouvement est très vite monté en puissance en quelques jours. De multiples questions fusent dans tous les sens qui montrent que le mouvement s'inscrit dans la suite des mobilisations de mai juin. Comment généraliser le mouvement ? Comment toucher les autres étudiants ? Les autres villes ? Comment se coordonner avec les intermittents en lutte, les enseignants ?

Un comité de grève a été élu et permet aux étudiants de prendre en main et d'organiser eux mêmes leur lutte. Le lien a été fait avec les personnels du CROUS en lutte et les syndicats enseignants. Une délégation de l'AG des grévistes doit être envoyée au Forum Social Européen de Saint Denis pour participer à l'AG des mouvements sociaux.

Nanterre : une fac très ordinaire

La bourgeoisie est aujourd'hui à l'offensive. Pour s'en convaincre, il suffit de lister les attaques qu'elle porte, et compte porter, contre la classe ouvrière et la jeunesse. Dans ce dispositif de guerre de classe, la casse des services publics, la marchandisation/privatisation de nouveaux domaines est un objectif central pour nos patrons avides de bénéfices. Pour cela, ils sont prêts à faire la guerre, à renforcer sans cesse les forces de répression, à réprimer violemment des manifestations de masse...

Mais face à eux, et à leurs gouvernements, les opprimés s'organisent peu à peu. Les luttes se multiplient, se radicalisent et s'élargissent ; la conscience se développe que les travailleurs ont des intérêts communs, contraires à ceux des patrons, et qu'un monde fondé sur la satisfaction des besoins sociaux est à portée de grève ; les révolutionnaires gagnent en audience et en influence, notamment du fait de l'absence dans les mobilisations des autres composantes du mouvement ouvrier.

Ce n'est pas qu'une analyse générale de la période ; cela ne s'applique pas qu'à la casse des retraites et au mouvement de grève de mai-juin 2003. Cette accélération de la lutte des classes s'applique tout aussi bien à une plus petite échelle : à l'échelle de la fac de Nanterre.

Les projets des patrons et des gouvernements y sont les mêmes que dans les autres

fac : réserver les études de qualité à une minorité de privilégiés, pendant que les autres s'entassent dans des fac-poubelles surchargées, pour préparer des diplômés-jetables, élaborés et évalués par le patronat local. Et pour les mécontents, un accueil chaleureux assuré par caméras, vigiles et flics...

La situation sur Nanterre ressemble déjà fortement à cela. Et cette année encore plus, car les attaques se multiplient, tout comme les résistances. Ainsi, de plus en plus d'étudiants étrangers et des classes populaires (titulaires de bacs pros et technologiques) se voient refuser le droit à l'éducation ; et quand ils se battent pour l'inscription, on leur envoie la B.A.C. (= matraques + flash-balls + chiens + proto-fascistes) sur le campus, et on ordonne aux vigiles de les passer à tabac ; quant à ceux qui parviennent malgré tout à s'inscrire, ils le payent de plus en plus cher (car vigiles et caméras ne sont ni inoffensifs ni gratuits) ; pour justifier cette sélection et la répression qui l'accompagne, des propos racistes sont tenus par un prof en plein cours d'amphi ; un local syndical est fermé arbitrairement, dans une ambiance de répression anti-syndicale tout à fait explicite...

Mais dans le même temps, des centaines d'étudiants soutiennent la lutte des sans-facs et des syndicalistes, contre la sélection, le racisme et la répression. Les AG sur ces ques-

Sommaire

- 2 Actualité
- Monde**
- 4 Les tchéchènes, un peuple oublié
- La Bolivie en révolution
- La résistance irakienne menace l'impérialisme
- 5 Palestine : les accords de Genève
- Le sionisme face aux travailleurs israéliens
- Dossier : « Forum social européen »**
- 6 Les forums sociaux, des outils pour changer le monde
- 7 Trois tribunes sur les enjeux du FSE
- 8 Impérialisme : la mondialisation armée
- La mondialisation en chiffres
- C'est ça la France
- 9 Racisme
- Vers l'internationale des steaks hachés
- Casse de l'éducation
- L'offensive libérale
- 10 Ecologie ou profits
- L'Europe puissance
- La constitution européenne
- Les femmes, victimes de la mondialisation
- 11 Le 21^e siècle, vous l'imaginez comment ?
- Gagner un nouveau monde
- 15^e congrès de la LCR
- S'organiser pour lutter
- Hexagone**
- 12 Non aux lycées prisons
- Manques de personnels
- Lois Sarkozy
- Violences faites aux femmes
- 13 Non au nouvel esclavage
- La galère de la patate
- Interdiction des licenciements
- Débats**
- Voile : ne pas se laisser diviser
- Virez d'abord les curés
- 14 Fatima, algérienne en France
- Combattre le port du voile par tous les moyens
- « Bas les voiles »
- Formations**
- 15 Les religions
- Karl Marx
- Kultur**
- 16 Récits de Kolyma
- Pourquoi les mots sont importants



tions sont plus fréquentées que les années précédentes, plus d'étudiants sont prêts à se bouger contre ces attaques...

A l'image de la société toute entière, la lutte de classe s'intensifie à la fac, entre d'un côté les patrons, le gouvernement et leurs sbires (administratifs, policiers, ou syndicaux), et de l'autre les étudiants, en premier lieu étrangers ou issus des classes populaires, les travailleurs et les révolutionnaires. Rien de très nouveau, si ce n'est que nous sommes de plus en plus seuls à organiser et soutenir les opprimés, si ce n'est que le rythme s'accélère, et que le camp des exploités fait de plus en plus souvent appel aux forces de répression ; et cela pour une raison très simple : de par notre nombre, notre croissance, notre influence, notre capacité de nuisance et notre radicalité, nous leur faisons peur !

Gabriel, [Nanterre]

Terminator au G8 ?

Il ne s'agissait donc pas d'une plaisanterie. A.Schwarzenegger vient d'être élu gouverneur de la Californie, la sixième puissance économique du monde. On connaissait surtout Schwarzy pour ses rôles de sauveur de l'humanité, le voici confronté à un cas pratique : le déficit de la Californie est de plus de 38 milliards de dollars, les taux de pauvreté et de chômage explosent, plus de 6 millions de Californiens ne bénéficient d'aucune assurance-maladie. C'est dans ce contexte économique dramatique que Terminator est devenu Governorator, grâce à une campagne pleine de paillettes et de promesses du genre « Je vais baisser les impôts de tout le monde et donner plus d'argent aux pauvres et résorber en même temps le déficit ».

L'arrivée à un tel poste de responsabilités d'un individu qu'on connaît surtout pour ses gros biceps et son sourire Colgate est à l'image du monde dans lequel nous vivons. Un monde qui ne tourne décidément pas rond, dans lequel les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, un monde dans lequel de dangereux individus peuvent à tout moment faire sauter la planète, un monde dans lequel les jeunes n'ont aucun avenir. Un système dont nous devons nous débarrasser avant qu'il ne soit vraiment trop tard, avant que ce soient Rambo, Terminator et l'inspecteur Harry qui décident de notre futur.

Et à tous ceux qui pensent que ce qui s'est passé en Californie n'arrivera jamais chez nous, voici ce qu'en dit notre apprenti Terminator N.Sarkozy : « Je trouve que cette démocratie américaine a une capacité de rebond : quelqu'un qui était un étranger dans son pays, qui a un nom imprononçable et qui peut devenir le gouverneur du plus grand Etat des Etats-Unis, ce n'est pas rien ». Nous voilà rassurés...



Répression à Paris X

Depuis plusieurs semaines l'administration de Paris X Nanterre refuse d'inscrire de nombreux étudiants. Cette politique de sélection touche essentiellement des étudiants venant des pays du sud et des quartiers défavorisés. L'administration refusant toute négociation, les sans-facs soutenus par des syndicalistes de l'UNEF ont alors pris la décision d'entreprendre une action pacifique : l'occupation des bureaux de la présidence. Dans la nuit du lundi au mardi 21 octobre, alors que nous tentions de nous introduire dans la tour administrative, la direction de l'université a fait appel à la BAC. Nous avons été interpellés sur les toits et après contrôle d'identité violemment chassés du campus sous les coups de matraques et les chiens aux trousses.

Dès le lendemain avec 400 étudiants scandalisés par l'attitude de l'administration, nous nous sommes rassemblés pour demander la réouverture des négociations. A cette demande légitime, la seule réponse de la présidence a été un cordon de vigiles, qui n'a pas hésité à nous gazer avec du gel lacrymogène. Alors que nous avons réussi à nous introduire dans le bâtiment, certains ont été jetés à terre par les vigiles et roués de coups et d'autres n'ont eu comme seule échappatoire que de se réfugier dans un amphithéâtre, dans lequel les vigiles nous ont alors poursuivis et menacés devant 500 étudiants.

Ne se satisfaisant pas de cette violente répression contre des sans-facs et des syndicalistes, l'administration a également procédé à la fermeture de notre local syndical espérant ainsi faire taire tout mouvement de contestation sur la fac de Nanterre.

La politique de l'administration est la même que celle du gouvernement à savoir : exclusion et répression !

Mathilde, Nina, [Nanterre]



Les Tchétchènes, un peuple oublié...

En préalable de la discussion sur la Tchétchénie, il est flagrant de constater que la guerre en Tchétchénie s'est passé à « huis clos », et cela depuis le début du conflit. Le renoncement de la communauté internationale tel l'ONU et autres (Union Européenne) y sont pour beaucoup.

Le général Russe Alexandre Mikhaïlov, en 1999, évoquait la situation en Tchétchénie en ces termes, « *Si nous rasons la Tchétchénie en un mois, l'Occident ne s'en apercevra même pas* ». Ce général a raison dans le sens où l'Occident s'en est très peu aperçu, mais à long terme, ça fait quatre ans qu'ils essaient de raser ce territoire sans y arriver.

En avril 2003, la Constitution tchétchène, écrite de fait par Poutine et le FSB, a été approuvée d'une manière peu démocratique. Cette Constitution, souhaitée par l'Occident, ne dit rien des massacres commis sur le peuple tchétchène, où encore la question des droits de l'Homme. Cette Constitution a encore plus brisé ce peuple,

fragilisant d'autant plus la paix.

La politique guerrière menée frontalement contre le peuple Tchétchène a eu pour conséquence des milliers de morts, des villes rasées, le développement de la mafia aidée par l'armée, etc. Suite à la ratification forcée (de manière peu démocratique d'ailleurs) de la Constitution Tchétchène soumis au vote par V. Poutine, cette dernière avalise un processus long de domination politique et économique de la Tchétchénie.

Mais le problème posé à Poutine, c'est une résistance acharnée de la part des Tchétchènes. Cette résistance passant par des groupes religieux extrémistes ou non. La conséquence a été pour Poutine de développer une Tchétchénisation du conflit. Ce phénomène passe par un retrait progressif de l'armée russe, et le renforcement des milices privées de l'Etat et de Khadirov. Dans cette perspective, Poutine est activement aidé par une grande partie de la bourgeoisie Tchétchène qui récupère le pouvoir. Ainsi, le pseudo processus démocratique entamé visant à élire un président se situe

dans cette perspective politique.

La mise en place d'un Etat Tchétchène sous contrôle permet deux choses. D'une part, Poutine peut contrôler un peu mieux la région du Causase avec pour objectif la Géorgie par exemple. La lutte pour le contrôle du pétrole et sa circulation s'inscrit effectivement dans cet objectif. D'autre part, c'est tenter, pour le pouvoir russe, de légitimer une intervention impérialiste meurtrière. Concernant le premier objectif, il est à rappeler que le processus a été peu approuvé par la population, ce qu'il en reste en tout cas. La résistance, même faible existe toujours. Concernant le second objectif, Poutine a gagné. L'Union Européenne (en englobant de fait les organisations internationales comme l'ONU), ainsi que le Conseil de l'Europe ont observé avec attention le processus démocratique, s'en félicitant. La France s'en félicite d'ailleurs beaucoup puisqu'elle soutenait de fait l'intervention russe. Si l'on se rappelle de la venue de Poutine en France, Raffarin a également effectué un voyage en Russie pour rencontrer les patrons et le pouvoir.

La solidarité doit se développer, non sans lien avec ce qui peut se passer en Palestine passant par une dénonciation de l'Etat Russe, et de l'entente européenne.

Léo, [Orléans]

La Bolivie en Révolution !

« **P**our arriver au pouvoir, le moyen est une révolution » ainsi s'exprime Felipe Quispe, député du mouvement indigène Pachacuti (MIP) et président de la confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSTUCB).

En effet c'est grâce à une véritable insurrection populaire, mêlant paysans, ouvriers, mineurs, étudiants, que les Boliviens ont fait démissionner le président Sanchez de Lozada qui voulait purement et simplement brader la richesse du pays (le gaz, 2^e gisement d'Amérique du sud après le Venezuela) à un consortium privé de multinationales.

Même si rien n'est encore joué, c'est la force du mouvement social et populaire qui s'est exprimé dans tout le pays et qui a fait reculer le gouvernement.

C'est la jonction entre ouvriers et paysans qui a permis cette mobilisation, entre les traditions de lutte des mineurs boliviens et la rage de vaincre des paysans qui ne veulent pas voir



brader les ressources naturelles de la Bolivie que ce soit le gaz ou les champs de coca qui font vivre des dizaines de milliers de personnes et en particulier les indiens Quechuas.

Ce début de révolution dans le pays d'Amérique latine où la population est la plus pauvre, s'inscrit dans un contexte de résistance au libéralisme et à l'OMC qui concerne aussi bien l'Argentine que le Brésil ou le Venezuela...

Comme un pied de nez à la Maison Blanche étasunienne, on peut aujourd'hui paraphraser la célèbre formule de Che Guevara (assassiné en 1967 en Bolivie) « *Créons une, deux, trois Bolivie* ».

J.Mas, [Finistère Sud]

La Bolivie en quelques phrases:

- Pays de 10 millions de personnes dont 40 % de ruraux exploitant la production de coca, leur seul moyen de survivre et reconnue comme médecine par les indiens Quechuas, Aymara et Guavani.
- Pays où la tradition de lutte est grande, tant de la part des ouvriers et des mineurs (en 1996 la COB, Centrale Ouvrière Bolivienne, a organisé une grève générale qui a duré 36 jours) que des paysans qui ont marché à plusieurs reprises sur La Paz, la capitale, contre l'éradication forcée de la production de la coca.
- C'est en 1967, que la guérilla animée par le Che Guevara fut anéantie en Bolivie. Le Che fut assassiné sur ordre de la CIA.

La résistance irakienne devient menaçante pour l'impérialisme !

Il y a quelques mois, nous n'étions pas si nombreux à dire : « la guerre n'est pas finie ». Maintenant, même G. Bush et D. Rumsfeld le reconnaissent : « Nous sommes en guerre. » C'est normal. L'intensité de la résistance irakienne à l'invasion et à la colonisation augmente de manière très nette. Le nombre de soldats tués augmente : dans la seule journée du 2 novembre, 18 soldats ont été abattus ! Les actions militaires connaissent un début de coordination : à un niveau local, comme Mossul, Faluja ou Samarra, les différents groupes de résistance se battent ensemble.

L'administration Bush est de plus en plus déboussolée. Pour faire régner l'ordre en Irak, elle songe même à faire appel à des anciens cadres de l'armée de Saddam Hussein ! D. Rumsfeld se demande publiquement qui mène cette résistance, qui est l'ennemi du gouvernement étasunien : « *Est-ce que quelqu'un a une vision parfaite du nombre précis des ennemis ou des liens qu'ils ont entre eux ?* ». Dans la presse, on ne nous parle que de « baasistes » et d'« islamistes » venus de l'étranger. Comme si la résistance ne venait que de l'« extérieur » de la grande majorité du peuple irakien. Mais il n'est pourtant pas très difficile de comprendre que le « mystérieux » ennemi qui harcèle l'armée d'occupation, c'est justement le peuple irakien ! Chaque jour le mécontentement augmente et les manifestations contre l'occupation se succèdent.

Mais est-il si étonnant que les Irakiens se révoltent ? 76 % de la population est au chômage, l'armée met en place des checkpoints, des fouilles abusives, des punitions collectives, et la pénurie d'eau et d'électricité se fait toujours sentir. Les autorités américaines ont mis sur pied une police et une administration qui comprennent d'anciens membres du régime de Saddam Hussein, haï par la population.

Le retrait des troupes : ce n'est plus seulement un slogan scandé par des doux rêveurs. Désormais, tout le monde se remémore la guerre du Vietnam. Bush est affaibli, attaqué de toutes parts : pas d'armes de destruction massive retrouvées, attribution des marchés à des entreprises liées à l'équipe présidentielle, Bush est dans une situation difficile.

Obtenir le retrait des troupes, c'est possible !

Le mouvement anti-guerre est faible en Europe. Mais la colère contre l'occupation monte dans la région. Et au cœur même de la principale puissance impérialiste, le mouvement anti-guerre gagne en puissance : le 12 avril, 30 000 personnes avaient manifesté

aux USA. Le 27 octobre dernier, ils étaient 100 000 dans les rues de Washington. Nous pouvons stopper l'occupation et la guerre sans limite menée par Bush et soutenue par l'ONU et nos gouvernements. Soutenir la résistance en Irak, stopper toutes les occupations impérialistes, c'est le meilleur moyen de déstabiliser les grandes puissances en les empêchant de réaliser leurs projets de colonisation et de domination du monde.

Xavier, [Nanterre]

en bref

La crise s'approfondit parmi les troupes d'occupations. L'Etat major américain, avait interdit aux soldats américains de s'exprimer à la presse internationale pour éviter les critiques de ses propres troupes. Mais ce qui est bien plus significatif, c'est qu'il a dépêché dans ce pays des spécialistes de la prévention du suicide pour faire le point de la situation. Selon des estimations officielles, au moins 13 membres des forces armées américaines, dont deux « marines », ont mis fin à leurs jours en Irak depuis le début de la guerre en mars, la plupart en retournant contre eux leurs armes à feu. Quelques autres cas de suicide présumés font également l'objet. Selon une porte-parole des services de santé de l'armée américaine, 478 soldats ont été évacués pour raisons de santé au 25 septembre. D'autre part, le chef d'état-major interarmes, le général d'aviation Richard Myers, s'est inquiété jeudi des résultats d'un sondage faisant état d'un mauvais moral des troupes stationnées en Irak. D'après cette étude réalisée pour le journal Stars and Stripes, financé par le Pentagone, la moitié des 1.939 militaires interrogés affirment que le moral au sein de leurs unités est bas ou même très bas et qu'ils n'envisagent pas de « remplir ».

Palestine : les accords de Genève, 10 ans après Oslo, une nouvelle imposture

A grands renforts médiatiques, une « nouvelle initiative pour la paix » a été propulsée au cœur des discussions sur la Palestine. Baptisé protocole de Genève, ce texte a été élaboré par Abed Rabbo, compagnon de route d'Arafat, et par Beilin, représentant de la gauche sioniste. Tout le monde, de Marianne aux Verts en passant par BHL, semble unanime pour saluer cette proposition de solution « juste et définitive ».

Le texte se place, en y faisant référence, dans la lignée de « la vision de Bush des deux états » (juin 2002), et de la « feuille de route », ce qui n'est pas pour nous rassurer. Il prétend apporter une réponse à l'ensemble des questions et, bien qu'il s'y réfère, remplacer en les annulant l'ensemble des résolutions des Nations Unies. Il traite de la question des frontières, de Jérusalem, des colonies et des réfugiés.

On se contentera de critiquer ici ce qui est le ciment de ce texte : l'abandon de la question des réfugiés et de la situation d'Apartheid vécue par les Palestiniens rési-

dant en Israël. Bernard-Henri Levy et A.Finkelkraut, apportent leur soutien au protocole car « enfin, les Palestiniens abandonnent la revendication du droit au retour ». On peut difficilement être plus explicite.

Le problème des réfugiés n'est pas ignoré, au contraire il donne lieu à la seule véritable innovation : le droit au retour est supprimé et remplacé par « le choix d'un lieu fixe de résidence ». Les réfugiés auront individuellement plusieurs options : résider dans l'état indépendant de Palestine ou dans un pays tiers qui les accepte, ou dans l'Etat d'Israël « à sa discrétion » et conformément à un nombre décidé par lui. Pas étonnant que l'agitation monte dans les camps de réfugiés contre le texte de Genève.

Le deuxième problème majeur est celui des Palestiniens de 48, le million de Palestiniens vivant en Israël, absents du texte. Ces Palestiniens sont victimes au quotidien de discriminations (impossibilité d'acheter des terres, d'exercer certaines professions...), mais nos pacifistes semblent oublier qu'une solution juste à la question palestinienne implique une solution juste pour tous les Palestiniens.

Et comme parallèlement on reconnaît qu'Israël est « l'état du Peuple juif », tout s'éclaire. Est-ce un hasard si cet accord surgit au moment où des voix nombreuses s'élèvent pour dire que la perspective de l'Etat indépendant est désormais caduque compte tenu des conséquences de la politique menée par l'Etat d'Israël ? Est-ce une coïncidence si cet accord est porté, côté israélien, par des gens plus inquiets de l'avenir du sionisme que de la situation des Palestiniens ?

Cet accord exprime les intérêts convergents entre une tendance du mouvement sioniste et une partie de la direction palestinienne. Pour les premiers il s'agit de sauver l'Etat d'Israël, même si cela passe par quelques concessions sur certaines colonies. Pour les seconds, l'objectif est d'être reconnu comme un interlocuteur valable et dès lors la direction d'un Etat palestinien estropié, même s'il faut pour y parvenir sacrifier les 2/3 de la population palestinienne.

Nous ne devons avoir aucune illusion sur le protocole de Genève, même si Sharon le critique car il va à l'encontre de sa stratégie.

Nous ne devons pas tomber dans le piège tendu au mouvement de solidarité. Souvenons-nous que déjà, en 1993, de nombreuses voix s'élevaient pour saluer les « accords de paix » d'Oslo dont nous connaissons le



résultat. Pense-t-on vraiment qu'il est possible d'envisager une solution « juste » en mettant de côté les 2/3 des Palestiniens, c'est à dire en arrêtant de dénoncer la nature raciste et coloniale de l'Etat d'Israël ?

Il ne s'agit bien sûr pas de demander le départ des Israéliens... Mais l'Etat d'Israël étant né dans la négation de l'existence du peuple palestinien, il est logique que la satisfaction des droits élémentaires de ce peuple passe par la disparition de cet Etat. Le droit à l'autodétermination des Juifs

pourra alors s'exercer dans les meilleures conditions et on pourra parler d'une solution « juste ».

Un des mots d'ordre du mouvement de solidarité est « sans justice, pas de paix ». Le protocole de Genève est très éloigné de l'idée même de justice... Gardons donc la tête froide afin d'éviter une nouvelle déconvenue.

Amélie, [Sorbonne]

Le sionisme face aux travailleurs israéliens

« **N**ous nous emploierons à rechercher, pour tous les âges, pour tous les niveaux de la vie sociale, le bonheur dans le travail », écrivait Herzl, le fondateur du sionisme. Qu'en est-il réellement ? Pendant les trente premières années, l'état israélien est dominé par le parti travailliste, laïque et socialiste, l'économie est dominée par la centrale syndicale, l'Histradout, qui est le plus grand employeur du pays (66 % de la main d'œuvre salariée), la production agricole est dominée par les kibboutzim (exploitation coopérative collective de la terre qui assurait près de 70 % de la production agricole). Dans les années 50, Israël est l'un des pays les plus égalitaires au monde. Un seul problème : l'état d'Israël est créé en Palestine par l'expulsion et le vol des palestiniens... sur la base d'une promesse

biblique !

Israël est dès sa naissance en guerre permanente, contre les pays arabes voisins, contre les Palestiniens, parce que le projet sioniste est de créer un Etat juif. Plus d'un tiers du budget de l'état israélien est consacré aux dépenses militaires, au « maintien de l'ordre » dans les territoires occupés et à la colonisation. Depuis 1967, les colonies ont coûté près de 9 milliards d'euros et l'Intifada près de 15 milliards. Israël possède de plus de 200 têtes nucléaires, les armes chimiques et bactériologiques. Pour pouvoir exister, Israël est dépendant de l'aide américaine : 3 milliards de dollars par an d'aide économique et militaire, soit près de 700 dollars par Israélien adulte !

Depuis la fin des années 70, Israël comme beaucoup d'autres pays va connaître les privatisations du secteur public et la concentration des capitaux. De même, les entreprises high tech, les start-ups, vont

connaître un boom phénoménal dans les années 90, jusqu'à représenter près de la moitié des exportations du pays. A qui profite tout ça ? Au cours des années 90, les inégalités ont explosé : d'un côté, une petite couche de pdg, d'avocats d'affaires, d'experts gouvernementaux profite de la croissance et de l'industrie d'armement et de l'autre les Juifs originaires des pays arabes, les arabes israéliens, les nouveaux immigrants non Juifs (turcs, philippins, thaïs, etc.).

Aujourd'hui, c'est la récession économique et le gouvernement Sharon a ordonné une cure d'austérité contre les pauvres. A la veille de la rentrée, des milliers d'enseignants ont été licenciés. L'Etat réduit les budgets de l'éducation et de la santé. La réforme des retraites augmente les cotisations des salariés, baisse les pensions et va faire passer progressivement l'âge de la retraite de 65 à 67 ans pour les hommes et de 60 à 67 ans pour les femmes. Après avoir fait venir des milliers de travailleurs immigrants non juifs pour remplacer les palestiniens comme main d'œuvre à bas prix, le gouvernement Sharon lance une campagne xénophobe du type : « 160 000 travailleurs immigrants clandestins, 260 000 chômeurs, ce n'est pas juste ».

Aujourd'hui, près de 20% des Israéliens vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 1,17 millions de personnes, et près de 30% des enfants, soit 531 000, aussi. Pendant ce temps là, les profits des cinq grandes banques israéliennes ont atteint pour les six premiers mois de 2003 350 millions d'euros. Sans parler du revenu des dirigeants d'entreprises qui se chiffre à 40 fois le salaire minimum. Près d'un million d'Israéliens ont faim.

Cette été, une marche de 200 km partie



de Néguev vers Jérusalem a eu lieu, ce sont des mères célibataires, des chômeurs, des sans-logis victimes de la politique de Sharon. Ils ont installé des tentes sur l'avenue où siègent les principaux ministères, non loin d'autres tentes, celles de bédouins installés ici depuis un an venus protester contre la destruction systématique de leur habitation. En octobre, des employés israéliens se mettent en grève et refusent de transférer les appels téléphoniques au bureau du premier ministre Ariel Sharon. Des grèves courtes ont lieu dans les ports et aéroports. Les réformes d'Ariel Sharon sont impopulaires mais la guerre continue dans les territoires occupés empêche le développement d'un grand mouvement social. Pendant ce temps là, le mouvement contre la colonisation et l'occupation (Gush Shalom, les femmes en noires, etc.) continue ses manifestations contre la construction du mur (8 mètres de hauteur !), qui enfermera 40% de la Cisjordanie. Des militaires refusent de se salir dans cette sale guerre coloniale, même des pilotes d'avions, malgré la répression. Une grève de la faim de près de 4200 prisonniers politiques palestiniens a lieu en octobre.

Il n'y a pas encore de lien entre tous ces gens, la population israélienne est contre

les réformes de Sharon mais maintient son soutien pour la sécurité. Aux dernières élections, la majorité au pouvoir ne s'est pas pris de claques, mais l'abstention a été de près de 50%. Dans tous ceci, un espoir, c'est la convergence de tous ces mécontentements parce que le sionisme tue en Palestine, parce que le sionisme est au service des plus riches en Israël, parce que le rêve d'égalité ne peut avoir lieu qu'avec la fin du colonialisme et de la guerre.

<

Thomas, [Dunkerque]



Référence :

- Adam Hanieh, *Classes, économie et la seconde intifada*, octobre 2002, www.alencontre.org
- Thomas Coutrot, *Israël et le nouveau paradigme de la mondialisation*, mars 2003, www.solidarite-palestine.org
- Joseph Algazy, *Ces israéliens qui ont faim*, octobre 2003, *Le Monde Diplomatique*
- Indymedia Israël
- Alain Gresh et Dominique Vidal, *Israël dans les 100 clés du Proche-Orient*, Ed. Hachette, collection Pluriel

forum social européen
12-15 novembre
paris/saint-denis
bobigny/ivry

FORUM
SOCIAL
EUROPÉEN
2003

Const autre



Les forums sociaux, des outils pour changer le monde !

La dynamique des forums sociaux a commencé en 2001 avec le forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil. Il se déroulait en même temps que le forum économique mondial de Davos (en Suisse), qui rassemblait les grands patrons et dirigeants du monde entier. Les deux forums sociaux étaient clairement en opposition l'un avec l'autre. Le Forum social mondial était donc l'endroit où se déroulaient les débats entre ceux qui refusent la logique marchande de ce monde et cherchent à construire une alternative.

Des millions de participants.

Mais c'est avec le forum social européen de Florence, l'année dernière, que les forums sociaux ont pris une dimension massive : un million de personnes ont participé à la manifestation contre l'Europe du capital et de la guerre, et des millions de personnes ont participé aux forums sociaux locaux qui s'étaient mis en place dans des centaines de villes en Italie. Des liens se sont alors tissés entre les mobilisations contre les licenciements, contre la guerre, et une révolte globale contre le fonctionnement actuel du système.

De nouveaux « soviets » ?

Les forums sociaux locaux ont été dans cette période, en Italie, un cadre d'organisation des opprimés, où des discussions ont

lieu, mais aussi et surtout où sont discutées des actions à entreprendre pour se battre au quotidien contre les injustices sociales. Pour nous, l'enjeu est que ces « FSL » permettent de discuter et surtout d'agir contre la guerre, contre les réformes Lang-Ferry, pour l'inscription d'étudiants sans fac, pour trouver un logement à des SDF, pour lutter contre les licenciements, etc. A l'heure où des millions ne font plus confiance aux organisations politiques et à la politique de manière générale, il y a une occasion à ce que des millions de jeunes, de travailleurs, d'opprimés, prennent leurs affaires en main et luttent.

Sur les universités, dans les quartiers, sur les lycées, nous espérons que le maximum de FSL vont se monter, qu'ils tisseront des liens avec les syndicats, avec les associations, avec les jeunes en luttant dans différents secteurs. L'objectif est que nous réapprenions que nous sommes des millions à avoir des intérêts communs à défendre, que nous les défendons ensemble. C'est de reconstruire une conscience de classe, opposée au patronat et à l'Etat : que nous soyons sans-papiers, sans logis, étudiants, salariés, lycéens, nous devons nous serrer les coudes contre l'offensive actuelle de la classe dominante. Et nous avons un intérêt commun à une autre société.

Agir et discuter des désaccords.

Le premier objectif pour nous est donc que nous discutons, dans les FSL, de luttés

Les mobilisations contre la mondialisation capitaliste ont commencé à se développer avec un écho de masse en 1999 avec la manifestation de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce. Depuis, de nombreux sommets et contre sommets ont permis de rassembler des centaines de milliers de personnes, comme à Millau, à Nice, à Gênes, pour affirmer un refus de la logique marchande du système. Un des grands événements a été le Forum social européen de Florence, avec un million de manifestants contre la guerre et le capital. Il y a aussi eu la manifestation de Barcelone, qui a été accompagnée d'une grève générale d'une journée. La courte histoire de ce mouve-

ment, c'est aussi les manifestants tués à Göteborg et à Gênes par la police, l'Etat ayant cru à un moment qu'il pourrait affaiblir la mobilisation par la répression. Dans la dernière période, les mobilisations ont pris un caractère plus durable, avec des assemblées générales, des grèves, des actions de désobéissance pendant la mobilisation contre la guerre en Irak, avec comme moment central la manifestation du 15 février, qui a regroupé 10 millions de manifestants dans le monde. Ces derniers mois, le rassemblement du Larzac, qui a permis de regrouper les grévistes du mouvement de mai-juin, a rassemblé 300 000 personnes. Ce rassemblement a exprimé une continuité entre les mobilisations internationales contre la mondialisation capitaliste, le mouvement contre la guerre et les mobilisations contre le gouvernement.

concrètes à mettre en place : cela ne doit donc pas s'arrêter après le FSE. Au contraire, ce n'est que le début ! Et nous proposons, sans que cela soit un préalable à agir ensemble, de débattre ensemble des désaccords qui peuvent exister dans le mouvement. En effet, il existe de véritables désaccords sur la nature de cette société, sur la possibilité de la réformer, ce que nous ne pensons pas. En effet, nous pensons qu'il faut organiser une société sur de nouvelles bases, sans exploitation, sans qu'une minorité possède les richesses, et nous pensons que c'est le seul moyen de résoudre tous les problèmes. Il existe aussi des désaccords sur les méthodes de construction des mobilisations.

Ce que certains appellent « l'horizontalité », le fonctionnement en réseaux, au consensus, nous pensons que ce n'est pas le meilleur moyen de construire les luttés. Il faut allier la plus grande démocratie dans les mouvements, avec des décisions votées (le consensus n'est pas toujours démocratique !), des directions et des coordinations élues et révocables. S'il peut y avoir actuellement une méfiance dans ce type d'organisation, c'est essentiellement parce qu'il est régulièrement détourné par des dirigeants qui ne veulent pas que les luttés aillent jusqu'au bout. Mais ce sont pourtant les outils les plus efficaces et les plus démocratiques, pour peu que des milliers de personnes les surveillent et se les approprient.

Un mouvement en évolution permanente...

Au départ, les revendications portées dans les mobilisations avaient simplement pour but de remettre en cause l'incohérence et l'injustice du système capitaliste. Des revendications comme la taxe Tobin, une taxe de 0,01 % sur les échanges de capitaux au niveau mondial, sont symboliques de cette période : cette taxe servait simplement à stabiliser le système en réduisant les possibilités de crises, et à redistribuer plusieurs milliards aux populations. Cela aurait eu un faible effet, mais avait surtout pour logique d'être une attaque contre les grands capitalistes, intouchables.

Mais la logique du système s'est accélérée, et les grandes puissances impérialistes ont eu besoin d'accélérer leur offensive : le volet financier, avec les mesures du FMI, de la Banque mondiale ou de la dette, ne suffisent plus, il faut aujourd'hui reconquérir par la guerre. Cette barbarie a eu pour effet de développer des mobilisations mondiales, qui se sont immédiatement liées avec les mobilisations contre la mondialisation capitaliste, jusqu'à ne former qu'un seul mouvement. Et effectivement, ce sont bien les mêmes adversaires (les grandes puissances impérialistes, les grandes multinationales des pays dominants) qui recherchent encore et toujours le profit maximum.

Avec les rassemblements du Larzac en 2000 et cet été, avec les mobilisations contre les sommets de l'Union européenne, les mobilisations de résistance aux politiques gouvernementales se sont retrouvées dans ce mouvement. Le lien a été fait entre les accords mondiaux comme l'AGCS, qui ont pour but de coordonner la destruction des services publics, et l'offensive contre l'éducation et l'ensemble des services publics.

D'un mouvement contre la mondialisation financière, de révolte contre les injustices du système, on aboutit petit à petit à un mouvement contre l'ensemble de la logique impérialiste : la guerre et les offensives pour augmenter les profits.

Où allons-nous ?

L'évolution des mobilisations internationales ne s'est pas fait de façon unanime : les directions des organisations réformistes (syndicats, partis de la gauche plurielle, direction d'Attac...) voient d'un mauvais œil une dénonciation trop radicale du système capitaliste. Pour leur part, elles souhaitent rester dans la logique initiale du mouvement, en essayant d'humaniser le système, le rendre plus vivable, alors qu'il part de plus en plus vite vers la barbarie. Elles défendent aussi l'illusion que la France ou l'Europe serait plus favorable à un monde juste et sans guerre, alors que celles-ci sont aussi capables de mettre des pays entiers à feu et à sang pour leurs intérêts, comme la France en Afrique par exemple. Mais la logique du système va trop vite pour eux, et l'expérience acquise dans les luttés font que des milliers de personnes qui participent aux mobilisations cherchent leurs propres réponses et écoutent celles qui sont proposées par les révolutionnaires.

Toutes les mobilisations ont donné un coup de fouet aux différentes luttés contre les politiques gouvernementales, contre la guerre, en même temps qu'elles les aident à converger. On reprend peu à peu conscience que nous avons des intérêts communs, que nous soyons des habitants d'un pays dominé où des travailleurs ou des jeunes occidentaux, et que ces intérêts sont opposés à ceux qui nous gouvernent. Cette conscience se développe dans une période où nous recevons des coups de toute part, mais elle aide en même temps à y résister.

La prochaine étape, c'est que nous ne céditions pas du terrain : que les mobilisations contre la guerre se reconstruisent petit à petit, contre l'occupation en Irak et en Palestine, contre les prochaines offensives, contre l'impérialisme français en Afrique ; que des mobilisations européennes, voire mondiales aient lieu contre les politiques de destruction des acquis des travailleurs et des jeunes (éducation...) dans le monde entier. Et, pour nous, que de plus en plus de jeunes soient convaincus qu'il n'y a qu'une façon d'en finir avec les injustices de ce monde : renverser le capitalisme !

Privas, [Jussieu]

ruisons une société

Trois tribunes sur les enjeux du FSE

Mouvement des jeunes socialistes

RED : Quels sont les enjeux du FSE de Saint-Denis ?

Le deuxième Forum Social Européen est porteur d'un grand nombre d'espoirs pour tous les citoyens qui refusent l'ordre mondial établi. Pour nous, l'objectif de la mise en place de Forums Sociaux au niveau continental est d'impliquer toujours plus de citoyens dans les débats des mouvements altermondialistes afin qu'ils construisent ensemble une alternative à la mondialisation libérale. Au-delà de leur diversité, les mouvements altermondialistes partagent des préoccupations communes. En se réappropriant la parole publique, ces mouvements constituent le ferment d'une conscience collective contre l'ordre inégalitaire. En tant que socialistes ayant fait le choix de la réforme comme outil de transformation de la société, nous souhaitons apporter notre identité de mouvement politique pour contribuer à l'émergence d'une opinion publique mondiale, seule capable d'inverser profondément l'ordre des choses.

Structurer le débat, construire des propositions et les cadres de pensée d'une autre mondialisation en y associant le plus grand nombre de concitoyens, tels doivent être les objectifs des participants de ce FSE : il nous faut bâtir ensemble l'aboutissement politique

Réseau intergalactique

Cédric Durand est un des animateurs du réseau intergalactique. Il est également membre de la LCR.

RED : Quel est l'enjeu du forum social européen de Paris-St Denis-Ivry-Bobigny ?

Le FSE s'inscrit dans le processus des forums sociaux. Le principe a été initié lors de la rencontre intergalactique pour l'humanité et contre le néolibéralisme par les zapatistes durant l'été 1996 puis en 2001 à Porto Alegre. Les forums sociaux sont des lieux de confrontation des analyses des différents courants thématiques et politiques qui participent du mouvement altermondialiste. C'est extrêmement précieux. Pour la première fois depuis la disparition de la 1ère internationale, on dispose d'une marmite unique où mijotent tous les ingrédients idéologiques disponibles pour penser la transformation sociale. Le premier enjeu est donc la formation militante : à travers la participation aux débats chacun-e à l'opportunité de dépasser l'horizon politico-revendicatif de sa

de nos revendications communes dans le cadre d'une démocratie mondiale à inventer.

RED : Quelles sont les perspectives après le FSE ?

Après le FSE, il faut que les rencontres, entre militants et entre organisations, auxquelles le processus du FSE et le FSE lui-même donnent lieu, permettent de réfléchir et agir ensemble dans notre militantisme quotidien à tous les niveaux. En effet, jamais la droite en Europe n'a été aussi dure, ce n'est qu'unis que nous l'arrêterons.

Concernant les perspectives du FSE en tant que tel, nous militons pour l'intégration des initiatives telles que les forums syndicaux, des autorités locales, de parlementaires ou encore de l'Assemblée Européenne pour le droit des femmes dans le FSE et pour le développement de forums régionaux et nationaux sur tous les territoires en même temps que les forums mondiaux : cette structuration faisant reposer le mouvement sur ses bases locales doit se fixer comme objectif l'élaboration d'un programme commun mondial, amendable forum après forum et que toutes les forces de progrès à travers le monde pourront porter ensemble.

propre organisation et d'apprendre des autres réalités de la contestation.

En quoi le FSE est-il un outil pour les luttes ?

Principalement, à travers l'assemblée des mouvements sociaux. Inventée lors de la première édition de Porto Alegre, cette assemblée permet à tous les mouvements sociaux, petites ONG ou gros syndicats, de dépasser le stade de la discussion en se dotant d'un outil de mobilisation à l'échelle internationale. Chacun-e fait des propositions d'échéances ou de revendications et, s'il n'y a pas d'opposition, elles sont intégrées à l'appel par consensus. De cette manière se réactualise régulièrement une plate-forme revendicative internationale ainsi qu'un agenda de mobilisation.

Pour bien comprendre l'importance de ce processus il suffit de se souvenir du succès

Socialisme par en bas / L'Étincelle

Socialisme par en bas, organisation liée au Socialist Workers Party de Grande-Bretagne, est en cours de discussions pour intégrer la LCR.

RED : Quels sont les enjeux du FSE de Saint-Denis ?

Nous sommes dans une période de guerre sociale et militaire. La déstabilisation du système a des racines profondes. Les attentats du 11 septembre ont donné prétexte aux classes dirigeantes pour accompagner les restructurations brutales de l'économie déjà en cours - licenciements, dérèglementations, contre-réformes sociales, privatisations des services publics - par une attaque frontale contre tout ce qui pourrait être considéré, de près ou de loin, comme une résistance à leur politique. D'où le tournant sécuritaire, raciste et policier de la politique des gouvernements de tous les pays impérialistes.

Nous sommes revenus aux formes les plus classiques de l'impérialisme : intégration du capital et de l'Etat, développement des politiques militaristes et sécuritaires, établissement de protectorats.

La conclusion la plus directe que nous devons tirer de cette analyse, c'est l'impossibilité pour le capitalisme contemporain de restaurer les conditions de toute forme de compromis social entre les classes et de rétablir une stabilité, entre blocs de capitaux concurrents.

Dans cette période se développent les formes les plus violentes de polarisation sociale et politique. Les éléments annonciateurs existent en France : présence de Le Pen au second tour des élections présidentielles, plans de licenciements, attaque sur les retraites d'un côté et, de l'autre, percée électorale des candidats révolutionnaires au premier tour des présidentielles, mouvements de

numérique inédit de la manifestation mondiale contre la guerre en Irak le 15 février dernier et dont l'appel avait été lancé lors du premier FSE de Florence. Une journée européenne de manifestation pour les droits sociaux ? Une journée mondiale contre les occupations en Irak et en Palestine ? Ce sont notamment ces propositions qui seront en discussion lors de l'assemblée des mouvements sociaux qui aura lieu dimanche 16 novembre et qui offriront des cadres pour résister à l'impérialisme et à l'Europe du Capital dans les mois qui viennent.

Pourquoi le réseau intergalactique est-il, avec les No Vox¹, à l'initiative du GLAD² ?

masse contre le fascisme puis contre la guerre et grèves de masse de mai-juin 2003, la plus grande grève de masse en France depuis mai 68. Le fait que 31% des gens seraient prêts à voter pour LO-LCR montre que des millions de personnes cherchent une alternative.

RED : Quelles sont les perspectives après le FSE ?

Le mouvement anticapitaliste ou altermondialiste s'est développé depuis maintenant 4 ans. Il a franchi un saut qualitatif avec le mouvement contre la guerre, la critique sociale du capitalisme commençant à devenir une critique politique de l'impérialisme.

Il a gagné en nombre, habituant une nouvelle génération à compter désormais en centaines de milliers voire en millions. Il s'est élargi socialement, gagnant de plus en plus des secteurs du mouvement ouvrier.

Il s'est étendu à l'échelle de la planète. L'expression en France de ce mouvement c'est le peuple du Larzac et du FSE.

Sa jeunesse, son dynamisme, son internationalisme et sa critique globale du système en font un élément central dans le développement d'une perspective anticapitaliste.

Ce mouvement se combine de plus en plus avec la montée dans de nombreux pays de la résistance sociale des travailleurs et l'imprégné.

Une situation nouvelle est créée pour la gauche révolutionnaire aujourd'hui. Aucun courant politique à gauche n'exerce d'hégémonie organisationnelle sur la classe ouvrière. Cela a créé un espace pour l'inter-

vention de courants de la gauche révolutionnaire à une échelle inédite.

Une fraction croissante de la jeunesse et des travailleurs développe une généralisation politique et a compris que du mouvement devait émerger une alternative politique.

Il s'agit donc de favoriser dès maintenant le regroupement d'une gauche anticapitaliste, c'est-à-dire en rupture avec la politique de gestion du capitalisme, qui oppose à la logique des profits celle des besoins mais qui laisse ouverte la question stratégique, réforme ou révolution.

C'est ce qui permettrait de continuer à faire progresser le mouvement. Le débat fondamental de réforme ou révolution n'est pas pour autant dépassé même s'il peut se poser sous des formes nouvelles. La guerre sans limites de Bush et la lame de fond du mouvement de grève de mai-juin 2003 sont des illustrations pratiques de la pertinence de l'analyse marxiste et de son apport potentiel au mouvement.

La réaffirmation de l'actualité de la révolution rend nécessaire la perspective de construction d'un parti révolutionnaire.

C'est dans ce sens que nous travaillons depuis un an avec les JCR et demandons notre intégration collective à la LCR. Le combat pour construire une organisation commune, défendant des orientations définies ensemble au sein du mouvement sera un facteur pour accélérer cette convergence. Nous sommes, pour notre part aussi convaincus, que cela renforcera nos capacités communes à relever les défis posés par l'évolution dramatique du capitalisme.

désobéissance ou de soutien aux luttes en cours. Le GLAD sera ainsi le point de départ d'actions ciblant la mondialisation capitaliste dans sa globalité tout autant que dans son incarnation rafarinienne. Il sera également chaque soir un lieu convivial avec des concerts et des repas préparés par des cantines militantes.

1. Le réseau No Vox est un réseau de sans qui regroupe notamment AC !, le DAL, Droits Devant.
2. L'espace de Globalisation des Luttes et des Actions de Désobéissance (GLAD) sera ouvert pendant toute la durée du FSE au stade Jules Ladoumègue qui se situe juste à côté de la Villette, M° Porte de Pantin. Plus d'infos sur www.intergalactique.org

L'offensive des classes dominantes

Impérialisme : la mondialisation armée

La manifestation du FSE de Florence avait pour principaux mots d'ordre l'opposition à la guerre contre Iraq et la solidarité avec les Palestiniens. C'est à Florence que la date du 15 février avait été fixée comme journée internationale contre toutes les occupations militaires. Le FSE 2003 doit être une occasion de réaffirmer notre opposition aux politiques impérialistes menées par les grandes puissances.

Partout c'est en effet la barbarie qui règne. En Iraq, où après avoir bombardé un peuple, les Etats-Unis tentent d'instaurer un protectorat militaire colonial. En Palestine, où Sharon et ses alliés, soutenus explicitement par Bush et implicitement par l'Union

Européenne (qui est le premier partenaire commercial d'Israël), continuent de mener une guerre totale contre le peuple palestinien. Mais aussi en Tchétchénie, en Afrique avec les interventions françaises...

Mais pourquoi toutes ces guerres ? Les grands de ce monde sont-ils pris d'une inexplicable folie meurtrière ? A y regarder de plus près on comprend que c'est tout autre chose qui est en train de se jouer : le système capitaliste est en crise, les profits des multinationales ne sont pas aussi élevés que le veulent les patrons, et dès lors tous les moyens sont bons pour parvenir à gagner encore plus de fric et à sauver le système. Quitte à aller voler le pétrole des Irakiens ou les richesses des pays d'Afrique en prétendant faire oeuvre de démocratie.

Lorsque les capitalistes ne parviennent pas à imposer leur volonté d'hégémonie économique ou lorsque certains, dans les pays du Sud, sont réticents à ouvrir leurs marchés aux multinationales, les classes dominantes n'hésitent pas à faire usage de la force. Et dans la période de crise actuelle, les rivalités entre grandes puissances s'accroissent. Les Etats-Unis perdent progressivement leur position de seule hyperpuissance économique, l'Europe s'affirme de plus en plus comme un rival potentiel, et dès lors tous les coups sont permis.

L'opposition de Chirac et de Schröder à la

guerre que Bush et Blair voulaient mener en Iraq était principalement due aux contrats que les grandes firmes françaises et allemandes avaient passé avec le régime de Saddam Hussein. Il s'agissait aussi d'affirmer l'émergence d'un autre pôle, de l'autre côté de l'Atlantique, qui peut parfois se permettre de défier les Etats-Unis. On assiste aujourd'hui à une véritable course aux armements, les budgets militaires de toutes les grandes puissances explosent, au détriment, bien entendu, des budgets sociaux.

Les peuples du Nord comme ceux du Sud sont victimes de ce retour en force de l'im-

périalisme. Quand les Irakiens prennent des bombes sur la gueule et quand les étudiants britanniques voient leurs frais d'inscription augmenter, il y a non seulement un lien de cause à effet, mais c'est tout simplement contre le même gouvernement qu'ils se battent. La critique de l'impérialisme et le refus de soutenir un impérialisme contre l'autre (L'Europe contre les Etats-Unis), doivent être au coeur des débats du FSE et du mouvement altermondialisation.

Amélie, [Sorbonne]

La mondialisation en chiffres

« [La mondialisation] c'est la liberté pour chaque société de mon groupe d'investir où et quand elle veut, de produire ce qu'elle veut, d'acheter et de vendre ce qu'elle veut, tout en supportant le moins de contraintes possibles découlant de la législation sociale »¹

Voilà qui a la mérite d'être clair : pour un patron de groupe, la mondialisation consiste à supprimer les « législations sociales » (comprenez les droits des travailleurs) qui entravent sa « liberté d'entreprendre » (comprenez la possibilité pour son groupe de faire de plus en plus de bénéfices et, par conséquent, la possibilité pour lui de s'enrichir personnellement).

Pendant ce temps là, 1,2 milliards de personnes vivent en dessous du « seuil d'extrême pauvreté » avec moins d'un dollar par jour et 2,8 milliards, soit 45% de la population mondiale avec moins de deux dollars par jour ! Ces gens qui vivent dans une misère extrême travaillent souvent pour ces mêmes patrons inquiets des méfaits de « la législation sociale »... Pourtant, et malgré cette législation, 5 000 personnes meurent chaque jour, dans le monde, d'un accident du travail (soit 2 000 000 par an)² !

Manifestement, le président du groupe ABB (comme beaucoup d'autres) pense que ce prix n'est pas suffisant et qu'il faudrait faire de plus nombreux sacrifices. Il veut qu'on pleure sur le sort des patrons qui ne sont pas « libres d'entreprendre »... Alors rassurons nous sur leur sort : rappelons que, en moyenne, il y a 30 ans, un patron gagnait 40 fois le salaire d'un travailleur et

qu'aujourd'hui il gagne... 1000 fois son salaire !!

Mais ça ne leur suffit pas. Ils en voudraient encore plus. Pour se libérer de toutes ces « contraintes » que sont les droits des travailleurs, ils sont organisés. La Banque Mondiale, le FMI, le G8, l'Union Européenne sont autant de structures qui permettent d'organiser l'économie pour qu'elles soit toujours plus en leur faveur. Ainsi, c'est lors de la réunion de l'Union européenne de Barcelone en 2002 que les chefs d'états se sont mis d'accord pour réformer les retraites en faisant payer les travailleurs.

La mondialisation capitaliste désigne réellement une organisation des riches et des puissants pour exploiter les travailleurs, toujours à plus grande échelle. En réponse, une seule solution : l'organisation des exploités pour résister à ces attaques continues. Ils mondialisent l'exploitation. Mondialisons les luttes !

Emmanuelle, [Jussieu]

1. Déclaration de M.Percy Barnevik, président du groupe ABB.

2. Chiffres de l'Organisation Internationale du Travail.

C'est ça la France...

Il existe un pays berceau des droits de l'homme dont le chef de l'Etat oeuvre pour un monde multipolaire où aucune puissance ne dicterait ses choix au reste du monde. Dont les forces armées agissent de manière professionnelle quand il faut rétablir la justice dans le monde. Cette image de la France est entretenue par la classe dirigeante et ses suppôts pour passer sous silence une histoire coloniale sanglante. Nous faire gober cette vision sert également à détourner notre attention de sa politique impérialiste en Afrique et de sa collaboration masquée à l'occupation de l'Irak.

A l'heure de la victoire sur la monarchie, la France fait crever des centaines de milliers d'esclaves noirs dans des plantations pour conserver son monopole du commerce du sucre. Pour s'assurer le maximum de profit et étant les mieux placées dans la course à la colonisation totale de la planète, les bourgeoisies anglaises et françaises emploient tous les moyens, principalement la guerre et l'esclavage suivi du travail forcé. La bourgeoisie française force les peuples colonisés à exploiter des ressources qui ne serviront qu'à la métropole. Au Sénégal, 50% des terres cultivables sont utilisées pour l'arachide qui fournira l'huile. En Indochine, 68% des hévéas (caoutchouc) sont accaparés. Aux Antilles, 85% des terres sont utilisées pour la canne à sucre. Pour acheminer ces denrées et permettre le développement des groupes sidérurgiques et l'enrichissement des banques, des populations entières sont déportées et forcées à construire des lignes de chemin de fer. Sur le chantier de la ligne Congo-Océan (500km), 20 000 personnes meurent sur 130 000. Toute cette logique qui n'est ni plus ni moins que du pillage permet la création de grandes entreprises françaises telles que Lesieur ou Michelin. Et la guerre permet

d'obtenir le maximum de territoires à exploiter. La " conquête " de l'Algérie en 1830 par 40 000 soldats s'inscrit dans cette logique. Le peuple algérien se révolte mais sa résistance sera écrasé dix ans plus tard. L'armée "républicaine" massacre, pille, brûle les récoltes et abat le bétail. Des centaines de milliers d'hectares sont confisqués au profit des colons.

La phase durant laquelle la France et l'Angleterre donnaient le "la" au reste du monde se clôt avec la 2nde guerre mondiale. L'impérialisme américain et l'URSS stalinienne en sortent renforcés. La France affaiblie ne peut donc plus imposer de la même manière sa domination sur ses colonies. Pour contrer les mouvements de libération nationale, elle accentue la répression dans des colonies cruciales (Algérie, Indochine) ou bien "accorde" l'indépendance formelle. Indépendance formelle car les peuples "libérés" ne contrôlent pas l'économie de leur pays. En effet, le pillage des ressources, la monoculture et la monoproduction ont empêché tout développement significatif d'un appareil de production rendant de fait l'économie dépendante de la métropole. La France s'est donc employée pendant des dizaines d'années à maintenir à la tête de ses anciennes colonies des dirigeants ne remettant pas en cause son contrôle économique. Et cela par l'intervention militaire, des coups d'Etat orchestrés de toutes pièces ou la fraude d'élections.

Rien n'a fondamentalement changé depuis 50 ans. Le fait nouveau est que l'impérialisme américain veut placer ses pions en Afrique. Tous les chefs d'Etat africains sont contrôlés, maintenues au pouvoir, engraisées par l'une ou l'autre des grandes puissances et bien sûr sur le dos des peuples. Le gouvernement français s'assure que ces entreprises maintiennent leur profit

en Afrique. Total-Fina Elf contrôle la majorité de l'exploitation des ressources énergétiques au Gabon, au Cameroun et Congo-Brazzaville. Le groupe Castel détient le quasi monopole des boissons en Afrique francophone. Et Bouygues possède les secteurs de l'eau et l'électricité en Côte d'Ivoire. Rien d'étonnant à ce que des troupes françaises y interviennent pour protéger ces intérêts ! La liste est longue mais le fil conducteur reste le souci de garder ces sources de profit et si nécessaire par la force en prétextant l'intervention humanitaire. Lors des guerres civiles qui peuvent tourner en génocide, il y a toujours une puissance qui soutient, arme telle ou telle faction ou ethnie pour contrer une autre puissance. La France avait soutenu les troupes génocidaires du Hutu Power, grâce à l'opération "Turquoise" en couvrant leurs opérations et en assurant ensuite leur repli en Congo. Comme par hasard, la région du génocide est une zone très riche en diamants et minerais rares !

Le 15 février a vu 15 millions de personnes manifester contre la guerre impérialiste mené par Bush et ses alliés. Supermateur devenu antiguerre n'a cherché qu'à conserver les contrats français avec Saddam. Il ne s'est pas opposé au survol du territoire français par les B52 ni à l'utilisation des ports tels que Marseille. Et aujourd'hui, il nous fait passer la pilule de la formation par les services français des policiers irakiens contrôlés par Bush. Il est donc urgent pour nous de combattre tous les impérialismes et surtout le nôtre pour obtenir leur défaite !

Spouky, [Nanterre]

Contre le racisme, développer les luttes internationales

Ces dernières années, la mondialisation des échanges commerciaux et financiers, et l'essor de la soi-disant « nouvelle économie » étaient censés apporter une nouvelle époque de progrès pour toute l'humanité. Il fallait se forcer pour y croire. Car la logique du profit maximum entraîne des conséquences catastrophiques pour les populations. Elle soumet toute la société à la concurrence. Pour se faire, il faut écraser les autres. Et celui qui perd n'a que ce qu'il mérite. Il y a les dominants et les dominés.

Cette logique de la société capitaliste alimente toutes les idées racistes et xénophobes. En particulier en Europe, où l'idée que les pays européens seraient supérieurs aux autres pays du monde, en particulier d'Afrique et du Maghreb. Les pays arabes seraient moins « civilisés ». Leurs peuples ne seraient pas tout à fait comme « nous ». Certains politiciens en France vont même jusqu'à re-légitimer la colonisation de ces pays par les pays occidentaux. Ces discours servent aussi les classes dirigeantes des

pays européens pour masquer leur responsabilité dans le développement de la misère. Le chômage, l'insécurité, ce serait la faute aux étrangers...

Combattre les idées racistes qui nous divisent est une nécessité fondamentale pour construire un autre monde. Il ne sera pas possible de construire une alternative au capitalisme seulement en Europe. Cela se fera à l'échelle mondiale ou cela ne se fera pas. Les salariés des pays d'Europe ont bien plus d'intérêts communs avec d'autres exploités d'Arabie Saoudite ou du Congo qu'avec des patrons français, bien qu'ils partagent la même culture. C'est ce qui s'était manifesté concrètement dans la lutte contre la guerre en Irak où nous étions des millions à travers le monde à protester en mêmes temps sur tous les continents contre la barbarie infligée au peuple irakien. Ce qui a été possible de faire pour lutter contre la guerre est possible aussi pour construire autre chose, une société mondiale où la vie humaine passe avant les profits.

Stoppons la casse de l'éducation !

Les gouvernements européens rêvent de privatiser l'enseignement supérieur. 8 pays de l'UE ont commencé à appliquer le nouveau Système Européen de Transfert des Crédits (ECTS en anglais). Sous prétexte de permettre la mobilité internationale des étudiants et l'équivalence des diplômes à l'échelle internationale, ces projets sont l'occasion pour les gouvernements de réaliser leur projet.

L'Université française n'est pas épargnée par ce type de « réformes ». Un décret et deux arrêtés ont été votés en 2002 par le gouvernement précédent, et le gouvernement actuel veut compléter cette « réforme » par une loi dite de « modernisation universitaire », censée être votée en juin. Il s'agit de mettre en place une complète autonomie des établissements en matière d'organisation des études et en matière financière. Chaque université va pouvoir définir comme elle le souhaite les contenus, les rythmes des études, les modalités de contrôle de connaissance. Elle pourra également répartir elle-même son budget. Résultat : les universités, et les filières au sein des facs seront mises en concurrence, et les différents diplômes n'auront plus la même valeur sur le marché du travail. Les filières jugées « non-rentables » verront leurs effectifs réduits et disparaîtront même de certaines universités.

Car justement, l'objectif de ces « réformes » consiste à imposer aux étudiants des formations rentables pour le patronat : comme les diplômes seront régionaux, et que chaque université devra se débrouiller pour trouver ses financements en raison du désengagement de l'Etat, les universités seront poussées à passer des accords avec le patronat local, qui en l'échange de financements, aura un droit de

regard sur les formations : le projet de loi de « modernisation universitaire » prévoit la mise en place de Conseil d'Orientation Stratégique, nouvelle structure de prise de décision au sein des universités où les patrons et les collectivités territoriales, c'est-à-dire les intérêts privés seront présents en force. Ce type de diplôme existe déjà au niveau de la licence : les licences pro, licence de chef de rayon Carrefour, licence de chargé de clientèle Crédit Mutuel... Elles ne forment les étudiants qu'à un poste de travail précis dans une entreprise précise. Dans une autre région, ou en cas de licenciement, ces diplômes ne valent rien ! Ils permettent seulement au patronat de disposer d'une main-d'œuvre adaptée et précaire.

Les diplômes seront individualisés : ils comprendront une « annexe descriptive au diplôme » qui décrira de manière détaillée notre cursus. En étant fichés, en ayant chacun un diplôme différent, les salariés une fois diplômés seront mis en concurrence beaucoup plus facilement sur le marché du travail, et les garanties nationales reconstruites dans les conventions collectives, qui permettent aux salariés de bénéficier de droits égaux à études égales, ne seront plus qu'un souvenir.

Mais les réformes Lang-Ferry risquent également d'introduire tout simplement une sélection brutale à l'entrée des facs : il sera possible d'énormément augmenter les frais d'inscription et de pratiquer la sélection directe si nous n'empêchons pas l'application de ces réformes. Si nous laissons faire, la précarité et la pauvreté de masse va réellement s'accroître. Il est possible de stopper cette logique infernale. Et l'arme pour le faire s'appelle : la GREVE !

Xavier, [Nanterre]

Vers l'internationale des steak hachés

Qui y a-t-il de commun entre un livreur de pizza en Argentine, une ouvrière intérimaire chez Renault en Pologne et un assistant d'éducation dans un lycée à Marseille ? Tous trois n'ont aucune certitude quant à leur avenir. Leurs salaires, leurs conditions de travail peuvent être très différents. Mais ils ne peuvent pas se projeter dans l'avenir, prendre des décisions sur le long terme. La précarité, c'est précisément cette possibilité de perdre son emploi à tout instant, de se retrouver sans aucune ressource du jour au lendemain.

Il existe une multitude de situations différentes que ce soit dans le secteur public ou dans les entreprises privées, et suivant les pays. Mais la précarisation des conditions de travail, en introduisant des nouveaux

contrats, plus souples, plus flexibles, plus « modernes » est un phénomène international. Depuis le milieu des années 70, les patrons mènent une offensive généralisée pour accroître la concurrence entre salariés de tous les pays. Les êtres humains sont considérés comme des marchandises comme les autres dont il faut faire baisser le prix. En France, Ernest Antoine Seillères, le n°1 du MEDEF proposait même de supprimer les contrats à durée indéterminée. Pour être sûr de pouvoir licencier tous les salariés à tout moment

Dans cette situation, travailler revient à « perdre sa vie à la gagner ». Enchaîner métro-boulot-dodo, ou bien cumuler deux ou trois emplois en même temps pour arriver à tout juste gagner de quoi survivre. Et

cette situation freine surtout les résistances collectives des salariés. Chacun craint de perdre son emploi et refuse de se révolter. Et ce sont les patrons qui y gagnent à chaque fois.

Mais il n'y a pas d'autres choix pour tous ceux qui sont les « nouveaux esclaves » du 21^{ème} siècle de s'organiser collectivement pour ne pas se faire presser comme des citrons. Les grévistes de Mac Do et de Pizza Hut l'affirmaient clairement : la lutte est aussi un moyen de récupérer une dignité perdue dans l'exploitation quotidienne.

Droit à l'emploi pour tous avec un salaire correct !

Remise en cause du pouvoir des patrons de licencier !

Abolition de la précarité !

Parta, [Rouen]



L'offensive libérale

Ces dernières années le volet armé de la mondialisation capitaliste est apparu au grand jour : les guerres se sont multipliées (Kosovo, Afghanistan, Palestine, Iraq, Côte d'Ivoire, Tchétchénie...) et tout le monde a pu voir que les classes dominantes n'hésitaient pas à sacrifier des peuples dans le seul but de contrôler des régions afin de faire du fric. La guerre est un moyen de faire taire ou de dégager tous ceux qui d'une façon ou d'une autre s'opposent au capitalisme mondialisé.

Dans le même temps l'offensive néo-libérale se poursuit. Amorcée au tournant des années 70-80 par Reagan et Thatcher, elle n'a pas cessé depuis et c'est l'ensemble des acquis des salariés qui ont été et sont encore attaqués. L'objectif est clair : faire tomber tout ce qui entrave d'une façon ou d'une autre la libéralisation totale de l'économie (les droits des salariés) et étendre au secteur marchand tous les domaines qui peuvent rapporter de l'argent (éducation, santé...).

Les pays dits « du Sud » vivent une situation catastrophique : les grandes puissances, qui les asservissent grâce au système de la dette, leur dictent les « choix » économiques. En échange de promesses d'allègement de la dette ou d'aides exceptionnelles, on leur impose des réductions des budgets sociaux, la privatisation de tous les services publics, et des orientations économiques essentiellement tournées vers les exportations, au détriment des populations locales. Pas d'angélisme, tout ceci se fait

naturellement grâce à la complicité de dirigeants locaux qui y trouvent tout leur intérêt. Ces situations entraînent de plus en plus de grandes révoltes populaires comme on a pu le voir en Argentine ou en Bolivie actuellement.

Dans les pays dits « développés », les gouvernements mettent en place des politiques au service du patronat : privatisations, attaques contre les droits des salariés, exonérations d'impôts... Tout est bon pour « libéraliser », tout devient marchandise, et tout est mis en œuvre pour voler toujours plus les salariés. Là encore les résistances se développent : grèves étudiantes en Espagne contre la privatisation de l'Université, grèves en France ou en Autriche contre la réforme des retraites, grève générale en Italie...

Le mouvement altermondialiste a su allier une critique des deux faces de la mondialisation, marchande et guerrière, et lors des rassemblements et contre-sommets les salariés en lutte ont une place de plus en plus importante, comme on a pu le voir cet été au Larzac. Nous devons poursuivre dans cette voie. La lutte contre la mondialisation se mène tous les jours en résistant à l'offensive néo-libérale, que ce soit à la fac ou au lycée en se mobilisant contre les réformes dans l'Education ou au boulot en défendant nos acquis et en revendiquant de nouveaux droits.

Amélie, [Sorbonne]

en bref

L'Etat : premier destructeur d'emploi

Fillon, le ministre du Travail et de la solidarité (c'est à dire chargé du chômage et de la concurrence économique) vient d'annoncer le plus grand plan social de l'année : moins 49.000 emplois-jeunes en 2004 et moins 70.000 contrats emploi-solidarité (CES). Dans l'Education nationale, ce sont 14.700 emplois-jeunes qui ne seront pas renouvelés en 2004 ! Le gouvernement continue sa « guerre sociale sans limite » !

Les centres fermés : dernière station avant le bagne.

Depuis le départ, nous nous sommes opposés à la mise en place des centres fermés, ces sortes de maisons de redressement pour mineur-e-s du 21^e siècle. Nous ne sommes pas les seul-e-s. Des manifestations ont lieu régulièrement pour protester contre la logique ultra-sécuritaire du gouvernement. Logique qui vient de franchir un nouveau pas le lundi 29 septembre. Deux mineurs du centre de Valence, suite à la manifestation qui avait lieu devant ses grilles sont poursuivis et doivent être jugés pour une simple protestation contre les flics. En bref : il est interdit de protester !

L'Europe puissance : une solution ?

Ces derniers mois, et ce notamment depuis les mobilisations contre la guerre en Iraq, on a vu apparaître un étrange discours chez les intellectuels et les politiques français, mais aussi porté par certains au sein du mouvement altermondialisation : le problème aujourd'hui ne serait pas le système capitaliste mais sa version « anglo-saxonne ». Variante : « Si le monde va mal aujourd'hui, c'est parce que les Etats-Unis sont devenus hégémoniques. Pour s'en sortir, il faut construire un monde multipolaire dans lequel l'Europe ferait un contre-poids ».

La construction européenne a connu des accélérations ces dernières années (élargissement, mise en place de l'Euro, projet de constitution), ce qui fait qu'aujourd'hui l'Europe est la première puissance économique mondiale. Mais à quel prix ? Privatisations, précarité, attaques multiples contre les salariés (retraites, sécurité socia-

le...), renforcement des mesures répressives contre les étrangers... La construction de cette Europe-puissance économique s'est faite sur le dos des peuples, ce qui a entraîné d'importantes mobilisations mais aussi, indirectement, la montée de l'extrême-droite (Pays-Bas, Suisse, Autriche, France...). Comme quoi, le « modèle européen » valorisé par certains n'a pas grand chose à envier à la « barbarie étatsunienne ».

Peut-être le problème est-il alors seulement la puissance militaire des Etats-Unis ? Dans ce domaine, c'est sûr, il est incontestable qu'aujourd'hui ils ont les moyens d'intervenir où ils veulent, quand ils veulent, et que leur budget militaire représentera bientôt la moitié des dépenses d'armement mondiales. « Pour éviter les guerres type Iraq, il faut que l'Europe fasse contrepoids ». En d'autres termes, il faut mettre en place une armée européenne digne de ce nom, qui donnera tout son poids à une « politique étrangère commune » européenne.

La puissance économique ne sert à rien si elle ne s'accompagne pas de la puissance militaire.

On ne reviendra pas sur cette idée lumineuse selon laquelle il faut fabriquer des armes pour faire la paix. Le plus étonnant, c'est que certains ont la mémoire courte : les pays européens ont participé à la première guerre du Golfe, à la guerre du Kosovo, des troupes européennes sont présentes en Afghanistan (et en Iraq !), la France mène des sales guerres en Afrique...

Bref, on se doute bien qu'une éventuelle armée européenne serait une armée barbare, comme toutes les armées. De plus les dépenses qu'elle entraînerait seraient autant de fric qui serait volé aux peuples d'Europe.

La racine du mal, ce ne sont pas les Etats-Unis, c'est le capitalisme.

Nous ne voulons pas d'une Europe-puissance, ni d'une armée européenne !

Amélie, [Sorbonne]

L'écologie ou les profits : un choix inévitable

Faire la révolution, c'est répondre à des questions simples mais incontournables. La destruction de la planète, le pillage des ressources naturelles menace l'avenir de l'humanité à très court terme. Construire une alternative au capitalisme s'inscrit comme une nécessité pour la survie de notre espèce et de son environnement. En 50 ans, un tiers de surfaces forestières ont disparu. D'ici 25 ans, un quart de la biodiversité mondiale (des espèces animales ou végétales) pourrait disparaître. Le simple problème de s'approvisionner en eau potable touche 2 milliards de personnes. Et 25 millions de personnes en meurent chaque année. La barbarie du capitalisme n'a aucune limite.

Les principaux responsables sont les multinationales des pays riches, des Etats Unis et de l'Union Européenne essentiellement. L'Union européenne est parfois pré-

sentée comme un contre exemple par rapport aux Etats Unis car elle aurait défendu le protocole de Kyoto face à Bush. Mais le protocole de Kyoto ne vise en rien à préserver l'environnement. Derrière l'acceptation d'une réduction des émissions de carbone, qui selon les experts n'aura que très peu d'impact, ce protocole vise essentiellement à introduire un marché mondial du « droit à polluer ». C'est à dire que les pays riches achèteront le droit de polluer les pays pauvres en échange d'une réduction de leur dette économique. Les capitalistes arrivent même à faire des profits avec la pollution !

La préservation de notre environnement, de nos conditions de vie ne se séparent nullement de la défense de nos conditions de travail, du droit à l'emploi et à une vie digne. Les problèmes sont liés et doivent se résoudre ensemble.

Porta, [Rouen]

Les femmes : premières victimes de la mondialisation

Les femmes sont les premières à subir les effets des logiques libérales. Elles représentent la moitié de la population et sont 70% des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les politiques imposées aux pays en voie de développement entraînent des restrictions de budget et la privatisation des services publics. Les conséquences sont multiples : plus de profit pour les patrons, et des difficultés d'accès aux soins et à l'éducation (2 illettrés sur 3 sont des femmes). Les femmes subissent de plein front en premières ces attaques, car la société capitaliste considère que leur éducation n'est pas la plus importante (à quoi ça sert de savoir lire pour faire la bouffe et le ménage), et leur santé comme on a pu le voir notamment avec le SIDA est la dernière prise en compte pour une société (sans parler de l'avortement et de la contraception). Au travail (quand elles ont la possibilité d'accéder à un vrai travail), elles sont exploitées à la limite de l'esclavagisme (conditions de travail, salaire pra-

tiquement inexistant...), ou encore comme en Asie où elles ont droit à un test de grossesse avant d'être embauché et l'interdiction de tomber enceinte sous peine d'être virées. Les pays dit développés ne sont pas en restes avec une augmentation de la précarité des femmes. Cette précarité elle est au boulot, mais aussi dans la vie privée. En effet toutes les politiques libérales essayent de renvoyer les femmes chez elles à coup d'allocation ou de salaire maternel. Et aujourd'hui, les femmes sont deux fois plus souvent au SMIC que les hommes, elles sont les premières à être mises à temps partiel (6 fois plus de femmes que d'hommes, et en Europe cela représente 75 à 90% de leurs emplois) et à être licenciées (57% des chômeurs). Dans ces pays les femmes sont sensées avoir accès librement à l'éducation, mais après le bac leur nombre chute et elles ont tendance à être nettement plus nombreuses dans les matières littéraires que scientifique. Tous ça fait que généralement elles sont moins quali-

fiées ou considérées comme telles, et par conséquent leur salaire est inférieur de 25% à celui des hommes. Mais « à toutes choses égales » elles sont payées 12% de moins que les hommes. Même si leurs conditions de vie sont différentes entre les pays en voies de développement et les pays riches, les raisons de cette pauvreté et précarité résultent de la même logique. Cette logique est celle des conservateurs et libéraux qui pensent que la place de la femme est la maison avec une tripotée d'enfants et surtout pas à l'école et encore moins dans des travaux à responsabilités avec des salaires identiques à celui des hommes. La seule solution est un réel changement de société s'accompagnant de la libération des femmes !



Dire non à la « Constitution européenne »

Le 20 juin dernier, le projet de « Constitution européenne » était présenté au conseil européen de Salonique. Voici comment M. Wim Duisenberg, président de la Banque Centrale Européenne (BCE), présente cette constitution : « il va y avoir beaucoup de protestations, mais il n'y a pas d'alternative ». Il faudra renoncer « à des droits acquis depuis longtemps ». L'enjeu est donc clair : face à la résistance des travailleurs et des jeunes, il s'agit de construire une Europe des capitalistes, antidémocratique, pour imposer les exigences du capital financier.

L'article III - 67 annonce la couleur : « Les Etats membres de l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre. » Le « marché », dans le jargon des capitalistes, c'est le capital financier, l'impérialisme qui aujourd'hui n'a de cesse de remettre en cause les droits sociaux et démocratiques. Le but avoué est donc de détruire tout ce qui peut gêner le « marché », la « concurrence », en clair, détruire les acquis sociaux.

Pour cela, il s'agit d'abord de mettre au pas tous les états membres : « La constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union dans l'exercice des compétences qui lui sont attribués ont la primauté sur le droit des Etats membres » (article I-10). Leurs droits sont réduits à néant : « Les Etats membres prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant de la Constitution ou résultant des actes des institutions de l'Union ». Rappelons que

jusqu'ici les capitalistes n'ont utilisé les directives européennes que pour imposer le démantèlement des droits acquis dans chaque pays (décentralisation, réforme des retraites, plan ECTS/LMD de destruction des diplômés universitaires...).

La « Commission européenne » de Bruxelles est dotée de pouvoirs exorbitants : « un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission » (article I-25). Rappelons qu'aucun membre de cette commission n'est élu : c'est un véritable retour à la monarchie. Le rôle du Parlement européen est réduit à néant : ainsi, les lois qu'il est appelé à voter doivent nécessairement rédigés par la Commission. Il devient donc une chambre d'enregistrement des directives rédigées par la Commission.

Sans être le moins du monde souverainiste à la Pasqua ou Chevènement, nous ne pouvons que refuser le fait que les travailleurs, les femmes et les jeunes de toute l'Europe ne puisse plus exercer aucun contrôle sur les décisions qui seront prises.

Cette constitution est inacceptable, nous devons lui barrer la route à tout prix !

Non à la « Constitution européenne » antidémocratique !

Oui à une Europe démocratique et sociale !

Aurélien, [Salons]

Le 21^{ème} siècle, vous l'imaginez comment ?

« Aussi longtemps que nous
Ne pourrons vivre qu'en
Recherchant la bonne affaire,
Aussi longtemps
Que l'on dira « toi ou moi »
Et non « toi et moi »,
Aussi longtemps qu'il s'agira
Non de progresser,
Mais de devancer les autres,
Aussi longtemps il y aura la guerre.

Aussi longtemps que le capitalisme existera,
Aussi longtemps la guerre existera. »

Bertold Brecht, *Les arts et la révolution*

Comme un siècle de misères, de capitalisme triomphant, avec des crises boursières à tour de bras ? Avec un air pollué à en crever et des forêts détruites ? Avec des centaines de petits Nicolas Sarkozy qui font régner l'ordre sur la planète ? Avec des jeux télévisés non stop pour vous endormir, et les peuples du Tiers-Monde qui meurent par millions chaque année alors qu'une part infime des richesses produites permettrait à toute l'Humanité de vivre dignement ? Avec des guerres « humanitaires » qui se feront à coup de mini bombes nucléaires ?

Ou bien peut être qu'autre chose est

en train de naître lentement, à travers les révoltes des exploités, les grèves, les manifestations, aux Etats Unis, en Bolivie, en Algérie, en Palestine, et en Europe. De nouveaux espoirs émergent à travers l'exigence d'un autre monde. Ceux d'en haut, qui voient la planète à travers leurs profits et leurs stock options, aimeraient écraser cette force qui les menace. C'est ce à quoi les puissants de ce monde, financiers et gouvernants se préparent en menant une guerre sociale et militaire sans limite. Qui n'est pas avec eux est contre eux. C'est leur meilleur représentant, mister Bush, qui l'a dit clairement. Les gouvernements européens appliquent la même politique. Un gréviste sera bientôt plus

dangereux qu'un terroriste.

Pour tous ceux qui refusent l'avenir barbare qu'ils nous préparent, il n'y a pas d'autre solution que de se préparer méthodiquement à détruire le système capitaliste pour construire une alternative. Cela ne se fera pas en un jour et il n'y aura pas non plus de « grand soir » où tout va changer miraculeusement. Il n'y a pas non plus de super héros, d'élus, qui vont venir arranger les choses. Les révolutions sont faites par des hommes et des femmes qui n'attendent plus rien de ce système, qui ne comptent que sur eux mêmes pour inventer autre chose.

Porto, [Rouen]

XV^e congrès de la LCR Prêts pour de nouvelles batailles

Le quinzième Congrès de la LCR s'est déroulé du 30 octobre au 2 novembre derniers. Un congrès beaucoup plus médiatisé que les précédents, ce qui s'explique par l'importance prise par la LCR, notamment depuis les présidentielles de 2002 et les grandes mobilisations que la France a connues ces dernières années. Aux présidentielles, la candidature d'Olivier Besancenot avait recueilli 1,2 million de voix. Dans les trois grands mouvements (contre le Pen, contre la guerre et contre la réforme des retraites), les militants de la LCR et des JCR ont été des animateurs des luttes et ont démontré que les présidentielles n'étaient pas un accident mais qu'elles témoignaient bien de la nouvelle place qu'occupaient les révolutionnaires en France.

Le Congrès de la LCR a rassemblé plusieurs centaines de délégués, issus d'horizons divers, qui ont débattu pendant 4 jours de la situation internationale, de la situation en France et des diverses mobilisations qui secouent la planète depuis quelques années : mouvement altermondialiste et mobili-

sations contre la guerre, grèves dans de nombreux pays contre les dégâts du capitalisme mondialisé, résistance des peuples contre les agressions impérialistes... Ensemble ils ont échangé des expériences, des points de vue, et ont dégagé des grands axes pour les années qui viennent.

Deux éléments majeurs sont ressortis de ce congrès :

2004 sera une année électorale et, même si les élections ne sont pas, par définition, la priorité pour les révolutionnaires, ce sont des événements importants qui nous permettent de populariser nos idées. Le choix a été fait de présenter des listes communes avec Lutte Ouvrière. En effet, malgré les divergences entre les deux organisations, l'extrême-gauche a décidé de parler d'une seule voix afin de donner des perspectives crédibles à gauche de la gauche plurielle et de défendre au mieux, c'est à dire ensemble, un programme qui répond aux attentes de millions de jeunes et de salariés.

La LCR a par ailleurs lancé un appel en direction de tous ceux qui veulent



construire une nouvelle force anti-capitaliste, un parti des luttes. Il s'agit de rassembler, lors de rencontres locales, puis nationales, ceux qui aujourd'hui pensent qu'il faut en finir avec le système capitaliste, qui luttent depuis des années mais qui ne se reconnaissent pas dans les partis tels qu'ils existent. Les militants altermondialistes font bien sûr partie de ceux à qui cet appel s'adresse, de même que les millions de salariés et de jeunes qui se sont mobilisés ces derniers mois contre le gouvernement.

Enfin, la LCR a décidé de réfléchir, en lien avec les JCR, à son intervention en direction des jeunes, car nous savons bien que ce sont les nouvelles générations qui construiront, demain, cet « autre monde » dont on parle tant.

Amélie, [Sorbonne]

Un seul autre monde, un seul moyen de l'obtenir

Comme toutes les échéances du mouvement contre la mondialisation capitaliste, le FSE sera l'occasion de croiser divers courants politiques. Certains très éloignés de notre analyse marxiste révolutionnaire, d'autres un peu moins...

Il y aura de toutes façons des batailles politiques à mener, car certaines des idées les plus en vogue dans le « mouvement des mouvements » sont à l'opposé d'une théorie du renversement du capitalisme.

Sans sectarisme, et en se plaçant résolument à l'intérieur du mouvement, il s'agit pour les révolutionnaires de proposer des analyses et des perspectives axées sur les luttes et sur la rupture révolutionnaire avec ce monde de barbarie : il nous faut construire ce mouvement, et y balayer les illusions réformistes, qui y ont trouvé un nouveau souffle.

En effet, certains y théorisent la non prise du pouvoir et l'établissement de contre pouvoirs locaux ; d'autres y avancent l'idée qu'on peut construire, à l'intérieur même du capitalisme, « d'autres mondes » plus solidaires, plus ou moins isolés du reste de la société... Il y a aussi les traditionnels réformistes, qui veulent « humaniser » la

mondialisation, sans confrontation avec le pouvoir ni avec les institutions (voire en s'appuyant sur elles). On pourra aussi y voir les représentants de la gauche ex-plurielle, venus y redorer leur blason (si leur stand tient toute la semaine...). Bref, il y a de tout dans le mouvement altermondialiste.

Une chose, au moins, met tous ces gens d'accord : l'idée qu'un « autre monde est possible ». Mais reste à savoir quel monde (le même un peu arrangé, un monde meilleur dans ce monde-là, un monde « utopique »... ?), et comment l'atteindre (commerce équitable, réformes des institutions internationales, autogestion à petite échelle dès maintenant... ?). Et c'est là que les révolutionnaires ont un rôle crucial à jouer.

En effet, au delà des courants politiques, il y a surtout, dans ce mouvement, de plus en plus de jeunes, de salariés, d'opprimés, qui veulent changer le monde, et qui se posent la question de comment y arriver. A tous ces gens qui se battent pour « un autre monde », nous devons faire passer l'idée qu'un seul autre monde est possible : le socialisme, et qu'il n'y a qu'un seul moyen de le construire : la révolution !

Carlito, [Nanterre]

S'organiser pour lutter

Line faut pas avoir tout lu, tout vu et tout entendu pour se rendre compte que ce monde tourne à l'envers : jamais autant de richesses produites pour un partage aussi inégal. Et avec d'autres, nous disons qu'un autre monde est nécessaire. Si la révolution n'est pas pour demain, il faut la remettre à l'ordre du jour : c'est-à-dire construire partout les luttes des jeunes, des femmes et des travailleur(se)s contre leurs oppresseurs. Au lycée, à la fac ou au boulot, les JCR s'y investissent pleinement et de façon la plus unitaire possible.

Car militer aux JCR, ce n'est pas que participer à des réunions ! C'est d'abord un engagement résolu dans les mouvements sociaux, les syndicats et les associations de lutte qui contribuent à transformer la société. C'est organiser la solidarité concrète avec les peuples victimes des saigneurs du monde. C'est se battre pour obtenir de nouveaux droits pour les jeunes, étudiants et travailleurs. Et c'est lutter contre les discriminations et l'ordre moral.

La tâche paraît immense et nos moyens dérisoires ! Les tracts et autres bulletins ne suffiront pas, certes. Partout, il faut créer un rapport de

forces en notre faveur face aux gouvernements et au patronat, comme les MI/SE et les aides-éducateurs ont tenté de le faire, ou comme les salarié(e)s de Mc Do ont réussi l'an passé. Les manifestations internationales contre la guerre ont montré que le mouvement pour un autre monde se renforçait, et même si nous n'avons pas empêché la guerre, ce mouvement a fait éclater au grand jour le fait que cette guerre était plus qu'illégitime.

Les JCR et la LCR n'ont pas de projet clé en mains ni de plan de bataille détaillé. Cependant des expériences comme la commune de Paris, les débuts de la révolution russe ou la révolution espagnole sont autant de témoins historiques et politiques que ce changement radical est possible. A cette alliance de tous les possédants, opposons la solidarité et l'organisation commune de tous les combats !

Non au lycée prison !

En ce moment, le gouvernement et l'Etat font tout pour fliquer les lycéens. Xavier Darcos, ministre délégué à l'enseignement scolaire, parle de la possibilité de rétablir l'uniforme à l'école et au lycée !

A quand l'interdiction du cerveau à l'école ?

Pour lui les tenues qui « signalent les origines » des élèves ou qui « installent une sorte d'agressivité, comme les rangers », « ne correspondent pas à l'esprit d'une classe » parce qu'elles suscitent la violence à l'école. Pour le gouvernement, tout ce qui sort de la norme doit être réprimé : au lycée, il faut apprendre à obéir, pas à réfléchir. Ce n'est pas un hasard si de plus en plus de lycées empêchent les élèves de sortir aux heures des repas ou installent des cartes électroniques à l'entrée du bahut. Tous les prétextes sont bons pour la répression : l'habillement, le shit... D'ailleurs, le gouvernement a aussi l'intention de renforcer les possibilités des conseils de discipline pour exclure les élèves. Alors que les premières victimes de

la violence à l'école, ce sont les jeunes, la solution proposée consiste à leur en mettre encore plus plein la gueule !

Le string : un outil du diable !

Mais maintenant, Darcos parle aussi d'interdire le string à l'école ! D'après lui, il est « normal que l'on demande aux jeunes filles, lorsqu'elles commencent à être désirables, de faire en sorte qu'elles ne provoquent personne ». Mais si les strings posent un problème à Darcos, pourquoi l'interdire seulement au lycée ? Et surtout, quel est le problème ? Pourquoi interdire aux lycéennes et aux jeunes filles de s'habiller comme elles le veulent ? Pour lui et pour l'ancienne ministre de l'enseignement scolaire, Ségolène Royale, si les jeunes filles se font agresser, c'est parce qu'elles s'habillent de façon provocante... Si on les agresse, c'est donc de leur faute !

Cacher les inégalités !

Pour le gouvernement, l'uniforme serait un moyen d'éviter la jalousie des uns envers

les autres, la violence des uns contre les autres en « effaçant les distinctions sociales ». Mais la violence que subissent les lycéens, ce n'est pas ce qu'on veut nous faire croire. Ce qui rend la situation dans les écoles et les lycées si difficiles, ce sont les mauvaises conditions d'étude, le manque de profs, de locaux. Et surtout, le manque d'avenir. Et c'est justement dû à l'augmentation des inégalités sociales : de plus en plus de familles connaissent le chômage, la précarité et la misère...

Ce n'est pas en cachant les inégalités qu'on résoudra les problèmes, mais en les combattant !



gers sans-papiers est donc du pain béni pour le gouvernement et les patrons. FRANÇAIS, IMMIGRES, MEMES PATRONS, MEMES COMBATS. FRANÇAIS, IMMIGRES, EGALITE DES DROITS ! C'est cela qu'il faut pour

Rentrée des MI-SE Manque de personnels

Ferry est heureux, la rentrée c'est « bien passée »... dans son jargon cela signifie que les méchants grévistes ont été matés et qu'ils ont gentiment accueilli les élèves le jour de la rentrée ! Pourtant l'accueil n'a pas toujours été serein : les élèves étaient présents certes mais qu'en était-il du personnel d'encadrement ? Les classes sont surchargées, certains cours n'ont pu être assurés que plusieurs semaines après la rentrée, quant aux surveillants leur effectif a fondu avec la canicule. Après une année de lutte acharnée pour préserver ce statut particulier le mois de septembre a réservé quelques surprises. Les rectorats qui s'étaient engagés à ce qu'aucun intérimaire ne soit licencié ont tenu leur promesse : pas de licenciements formels mais des « démissionnages » bien plus rentables puisque ne donnant droit à aucune indemnité ! Le but : éradiquer au plus vite les derniers étudiants surveillants au statut trop favorable pour les remplacer par les

fameux assistants d'éducation aux contrats bien plus précaires. Le gouvernement a bien joué ce coup là : annonçant dans un premier temps que ces emplois pourraient intéresser des mères de famille et des militaires à la retraite, justifiant que les étudiants ne voulaient pas aller travailler dans les zones rurales trop éloignées des centres universitaires, le recours à du personnel non étudiant aurait équilibré l'inégalité entre régions rurales et zones urbaines... A la rentrée, le nouveau dispositif a prouvé son hypocrisie: les établissements qui n'avaient pas de surveillants, n'ont pas recruté plus d'assistants d'éducation, par contre ceux qui avaient du personnel se sont retrouvés avec moins de surveillants... Beaucoup de chefs d'établissements ont participé à ce grand manège en mettant en place une politique scandaleuse et antidémocratique passant parfois outre les décisions des conseils d'administration qui refusaient de recruter des assistants d'éducation. Aujourd'hui les vies scolaires voient cohabiter trois catégories aux statuts différents : les derniers surveillants, les aides-éducateurs en fin de contrat et les assistants d'éducation.

Ne nous laissons pas leurrer : si dans un premier temps il fallait se battre contre la création de cette nouvelle catégorie, il faut maintenant ne pas se tromper de cible et se battre avec les assistants d'éducation, nouveaux précaires de l'Education nationale, afin que leur contrat ressemble point par point au statut des surveillants. Il faut ensuite se battre pour la transformation de leur poste en poste de surveillant, afin de garantir un service public d'éducation à l'abri de la sous-traitance de certaines missions par des entreprises privées. Les attaques se multiplient. Il paraît nécessaire de réactiver les réseaux constitués l'année dernière afin de préparer une contre-offensive mettant à bas ce gouvernement.

Ianochka, (Jussieu)

Anne-Julie, (Rennes)

Lois Sarkozy : le racisme en marche

Alors qu'on nous annonce qu'il est demandé aux préfetures de procéder à deux fois plus d'expulsions du territoire par jour, il est clair que le gouvernement français ne veut plus d'étrangers vivant sur son territoire. Et il le prouve en mettant en place les lois Sarkozy. En voici les principales applications : accrochez-vous, ce n'est pas de la rigolade !

Jusqu'à présent, il était fréquent que les préfetures envoient aux étrangers vivant sur le territoire des convocations pour qu'ils « viennent retirer leur titre de séjour ». En réalité, lorsque les sans-papiers se présentaient à la préfecture, on les arrêtait manu-militari afin de les reconduire à la frontière. Avec les lois Sarkozy, plus besoin de fausses convocations : les préfetures auront tout pouvoir, et n'auront plus à justifier leurs actes !

Du côté des étudiants, il est pour l'instant demandé aux aspirants des universités françaises de procéder à une inscription préalable. C'est une procédure qui se fait pratiquement un an à l'avance dans le pays d'origine, et qui est très couteuse, puisque dans certains pays, comme en Tunisie, il faut bloquer 30000 francs sur un compte pour pouvoir procéder à l'inscription préalable. Dans les faits, les aspirants étudiants arrivent en France avec ou sans visa, et tentent de s'inscrire (souvent avec succès) par inscription dérogatoire. Et la procédure d'inscription préalable ne sert qu'à une poignée de privilégiés. Désormais, avec les lois Sarkozy, les étudiants qui n'auront pas fait la procédure d'inscription préalable seront automatiquement refoqués à l'entrée de l'université, et si malgré tout ils arrivent à s'inscrire, la carte d'étudiant ne leur permettra plus d'obtenir

de titre de séjour, puisque c'est la procédure d'inscription préalable qui prévaut.

Quant à ceux possédant un titre de séjour, les lois Sarkozy ne leur permettront plus de rentrer chez eux que 30 jours tous les 3 ans. Fini les retours réguliers dans la famille un mois par an... Et fini aussi les regroupements familiaux, à moins de pouvoir justifier de 5 ans de fiches de salaires équivalentes à au moins deux fois le smic !

Et enfin le plus aberrant : il est aujourd'hui possible pour les enfants d'immigrés de demander la nationalité française à l'âge de 18 ans. Désormais, avec les lois Sarkozy, que les parents aient la nationalité française ou non, si l'élève demandeur de la nationalité a reboulé deux fois avant ses 16 ans, c'est la (re)conduite directe à la frontière qui l'attend le jour de ses 18 ans !

Ces lois, mises en place au alentour du 15 novembre, s'inscrivent dans la politique raciste du gouvernement CRS. Parallèlement à cela, on nous annonce que la France va avoir besoin de faire venir de la main d'œuvre étrangère. Des ouvriers (sic) « qui resteront chez nous le temps de leur contrat et qui en rentrant chez eux, pourront faire bénéficier leurs contrées de toute l'expérience acquise chez nous » (France 2). En réalité, la vraie main d'œuvre dont va se servir le gouvernement, c'est celle dont nous avons parlé plus haut. Ce sont tous les sans-papiers présents sur le territoire, qui ont besoin de travailler pour vivre, et qui va constituer pour le gouvernement et les grands patrons une main d'œuvre de réserve. Main d'œuvre pas chère, parce que payée au black, main d'œuvre docile et flexible parce qu'aculée, et main d'œuvre qui rapporte, parce que n'oublions pas que les sans-papiers paient des impôts. La présence sur le territoire d'étran-

gers sans-papiers est donc du pain béni pour le gouvernement et les patrons. FRANÇAIS, IMMIGRES, MEMES PATRONS, MEMES COMBATS. FRANÇAIS, IMMIGRES, EGALITE DES DROITS ! C'est cela qu'il faut pour

contrer cette dérive mafieuse : la régularisation de tous les sans-papiers et l'égalité des droits pour tous !!!

Violences faites aux femmes, briser la loi du silence

Victimes des violences sexistes, ça n'arrive pas qu'aux autres : Quand on parle de violences faites aux femmes, on entend souvent des discours du genre : « elle l'a bien cherché », ou bien « c'est de l'amour passionnel » ou encore « il a pas pu s'en empêcher ». Eh bien non, les femmes qui sont battues, sifflées, violées sont des victimes et les mecs qui commettent ces violences sont responsables (ils l'ont cherché). Mais comment commence la violence ? Ça commence par des remarques dégradantes, même sur le ton de la blague, ça finit par des agressions physiques. Refus de discuter, menaces, dénigrements, mépris (« tu es conne », « tu es moche »), du flicage (« je t'avais interdit de voir cette amie », « où étais tu quand j'ai téléphoné ? »), faire passer la fille pour folle. Entre l'acharnement d'un interrogatoire, le mépris qu'on jette à la figure, qui finit par être intériorisé, la bousculade ou la gifle suivies, si la femme

se rebiffe, par un véritable passage à tabac voir la violence sexuelle (« allez, tu aimes ça », « tu l'as bien cherché », « tu dis non mais tu penses oui »), la vie peut devenir impossible. Dans la rue, au boulot et surtout à la maison, les violences sexistes peuvent toucher n'importe quelle femme, l'agresseur peut être de toutes les catégories sociales. Il y a actuellement en France deux millions de femmes battues par leurs conjoints (seulement 13000 plaintes). Relever la tête, ne plus être dominée et dépendante, lutter pour être indépendante et libre : En vérité, le rôle de la femme dans la société reste le même : ou bien mère poule ou femme objet mais toujours au service de l'homme. Plus souvent chômeuses, plus souvent payées au Smic, plus souvent obligées de prendre un travail à temps partiel, elles sont moins souvent embauchées pour des postes à responsabilité, ont un

salaire inférieur en moyenne de 20 à 25 % à celui des hommes, quand au travail domestique, c'est toujours la femme qui doit se le coltiner. Que faire ? Lutter contre les violences sexistes qui nous rabaisent, lutter pour le droit au plaisir de la femme, à la contraception libre et gratuite, lutter pour des salaires égaux, briser la loi du silence autour des violences, les nommer et les dénoncer, se battre toutes et tous ensemble pour en finir avec le sexisme, pour ne plus être traitée de pute parce qu'on s'habille comme on veut, ne plus être soumise par peur de ceux qui ont un zizi en guise de longue vue.

Références :
• Le « complot » féministe, Gisèle Halimi, Le Monde Diplomatique, Août 2003
• Violences faites aux femmes, briser la loi du silence, Rouge



Non au nouvel esclavage !

Les patrons et le gouvernement avancent main dans la main dans les attaques contre les salariés et les jeunes. D'un côté, le nombre de licenciements économiques a explosé (Flodor, Métaeurop, Giat, Tati,...), sans compter les licenciements pour faute qui se multiplient. De l'autre, le gouvernement supprime des postes dans la fonction publique ainsi qu'une partie des indemnités chômage (600 000 à 800 000 chômeurs vont être touchés par cette mesure) et réduit la durée d'indemnité des chômeurs en fin de droits qui bénéficient de l'ASS (allocation spécifique de solidarité).

Face à cela, on nous propose que des emplois précaires (CDD, intérim...) ou des contrats qui permettent aux employeurs de nous embaucher gratuitement (du type contrat jeune en entreprise...). Le dernier avatar de cette politique, c'est le RMA (revenu

nu minimum d'activité) qui remplacera le RMI. C'est un contrat de travail qui permettra aux patrons d'avoir 5 personnes pour le prix d'une ! Et les personnes au RMA n'auront aucun pouvoir de refuser les emplois proposés sous peine de radiation. Toute cette politique vise à nous rendre docile pour accepter n'importe quel boulot à n'importe quel prix.

Depuis les grandes grèves de mai juin, la contestation et la colère traversent tout le pays. Depuis quelques semaines, les chômeurs commencent à s'organiser, manifestent avec les intermittents du spectacle devant le MEDEF et les ASSEDEC. Il faut créer des liens entre toutes les catégories de salariés (public, privé, chômeurs, intérimaires, précaires...). Pas question de se laisser écrabouiller sans réagir ! Tous ensemble, nous pouvons stopper la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement !

La galère de la patate

Bulletin JIPendant les vacances, tout le monde n'a pas la chance de pouvoir jouer d'un repos bien mérité. Elles sont subalternes surtout quand nous vivons dans la précarité toujours à la quête d'un travail pour subvenir à nos besoins les plus élémentaires. Lors de la période estivale, le patronat cherche à se rattacher une main d'œuvre corvéable à merci. Les étudiants, les précaires correspondent parfaitement à ce critère. Dans leur cas, on ne peut faire la fine bouche, on doit se contenter de peu.

Durant juillet août, j'ai effectué du tri de pomme de terre et d'oignon. Malgré la chaleur étouffante, écrasante, il fallait impérativement tenir le coup, surtout lorsque les journées avoisinaient les 14 ou 15 heures. Le travail consistait à extirper tout les éléments tels que cailloux, herbes, des oignons qui défilaient devant nous sur un tapis roulant, étant ainsi acheminés directement dans un camion. Nous n'avions qu'une pause d'une heure pour le repas. Le reste du temps, nous restions debout. La chaleur, les émanations d'oignons transformaient nos journées en un véritable enfer et ceci pour environ 4 euros de l'heure. Le bruit assourdissant des machines nous empêchait de communiquer. Alors, nous plongeons dans une sorte de léthargie, d'inertie totale. En fait, on ne reprenait nos esprits que lorsque l'on achevait de remplir un camion. Nous avions l'impression de n'être que de vulgaires machines, mais des machines révolutionnées par ces conditions de travail.



Interdiction des licenciements

En ce moment, les annonces de plans de licenciements se succèdent (Tat Express, Yoplait, Comilog, Giat Industrie, Alcatel...). Les patrons licencient aux quatre coins du pays et dans tous les secteurs de l'économie (en particulier dans l'industrie). De plus en plus de salariés sont touchés et se retrouvent sans boulot, du jour au lendemain.

Ainsi, le PDG de Flodor a mis ses salariés en RTT, et pendant ce temps là, il a fait vider l'usine par ses hommes de main ! Imaginez la surprise des salariés rentrant de vacances : plus rien dans l'usine, plus de boulot, plus de patron à qui demander des comptes !

Pour préserver ou augmenter ses profits, la bourgeoisie mène une véritable guerre contre les salariés. Non seulement les patrons nous exploitent, mais en plus ils se permettent de nous jeter comme des vieilles chaussettes quand ça leur rapporte encore plus ! Et qu'ils appellent ça « plan de licenciement », « plan social », ou « plan de sauvegarde de l'emploi », le résultat est

Voile : ne pas se laisser diviser

La Direction Nationale des JCR, réunie les 4 et 5 octobre derniers a adopté une résolution concernant la question des exclusions de filles voilées. La résolution se prononce pour l'accès de toutes et tous à l'école, contre l'exclusion des jeunes filles voilées et pour la réintégration immédiate et sans condition des jeunes filles en cas d'exclusion. Cette résolution a été adoptée au moment où la question de l'exclusion se posait pour deux lycéennes d'Aubervilliers. Mais il s'agit d'une position générale : pour le droit à l'éducation des jeunes filles voilées, y compris celles qui refusent de retirer leur voile en cours.

Il ne s'agit à aucun moment de nier le caractère oppressif du voile, pour la jeune fille qui le porte comme pour toutes celles qui refusent de le porter. Il ne s'agit pas de « défendre » le port du voile ou de le considérer comme un moyen d'émancipation. Mais si l'on s'accorde sur le fait qu'une jeune fille qui porte le voile est par définition opprimée, il paraît inconséquent de défendre le principe d'une exclusion « pour cause de port de voile » car cela signifie une exclusion pour cause d'oppression. Nous ne pouvons accepter la méthode qui consiste à faire payer l'oppression aux opprimées elles-mêmes, même si elles ont « choisi » de porter le voile.

Les raisons qui expliquent qu'une jeune fille porte le voile peuvent être diverses : contrainte familiale, conviction religieuse, moyen de ne plus être victime d'agression ou d'insultes... Dès lors est parfois défen-

due la méthode du « cas par cas », qui consiste à discuter avec les filles pour comprendre leurs raisons pour pouvoir mieux les convaincre de retirer leur foulard. Au cas où ces « négociations » ne marcheraient pas, l'exclusion serait prononcée. Le résultat recherché est donc d'exclure le voile de l'école, même si l'on doit parfois exclure la jeune fille qui le porte. Ce qui prime, contrairement à ce que nous défendons, n'est pas le droit à l'éducation mais le combat contre le voile. Refuser de voir un voile dans un lycée, c'est nier les réalités de la société française, c'est défendre une laïcité (principe auquel nous sommes attachés) qui n'existe pas et c'est se couper de la possibilité de convaincre dans le cadre de l'école du caractère oppressif et réactionnaire des religions.

Une seconde position, que l'on trouve dans les colonnes de RED, consiste à dire que nous ne devons en aucun cas soutenir les jeunes filles voilées mais apporter notre soutien à celles qui refusent de porter le voile. Une étrange division est ainsi opérée. L'argument avancé est celui de la lutte pour l'émancipation des femmes. Mais la meilleure méthode est-elle de diviser ? Considère-t-on que des jeunes filles qui revendiquent le droit d'aller à l'école ne luttent pas pour leur émancipation ? Ce serait contradictoire avec toutes nos positions qui expliquent que la poursuite d'études est précisément un moyen pour les femmes d'acquiescer leur autonomie et donc de s'émanciper. Lutter pour l'émancipation des femmes, c'est lutter pour l'émancipation de toutes les femmes, et c'est soutenir toutes celles qui luttent pour y parvenir, quelles

que soient les contradictions qui peuvent exister dans leur démarche. C'est précisément en luttant à leurs côtés que nous parviendrons à les faire dépasser leurs préjugés ou leurs illusions.

Reste la question de l'intégrisme musulman. On a pu lire en effet ces dernières semaines dans la presse des articles qui expliquaient que ceux qui refusaient les exclusions faisaient le jeu des fondamentalistes, voire même qu'ils s'alliaient avec eux. Une première chose : ce n'est pas parce que l'on défend séparément un même mot d'ordre (« non à l'exclusion ») que l'on passe une alliance. Sinon on pourrait dire que ceux qui étaient favorables à l'exclusion se sont alliés avec le PS, les chevènementistes, le gouvernement, l'Etat et l'extrême-droite... Lutter contre le fondamentalisme, c'est arracher ceux qui sont attirés par leurs idées à leur influence et non pas se complaire dans une dénonciation stérile du caractère réactionnaire des religions. « Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans borne et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande » (Lénine). C'est en essayant de construire les luttes (contre la guerre, contre le racisme, pour le droit à l'éducation) aux côtés de celles et ceux qui, opprimés, ont des illusions dans la religion et sans y mettre de préalable (par exemple enlever le voile) que nous couperons l'herbe sous le pied des fondamentalistes, ennemis des révolutionnaires, et non en les excluant ou en leur faisant porter la responsabilité de leur oppression et de leurs illusions.

Amélie, [Sorbonne]

« Virez d'abord les curés ! »

Le voile est actuellement au centre d'un important débat où nombreuses sont les références à une république laïque. Mais qu'en est-il du christianisme ? Cette religion n'est pas moins oppressante que l'Islam, qu'il s'agisse du modèle patriarcal, des droits des homosexuels, du droit à l'avortement, etc. Et pourtant personne ne nous dit qu'un membre de l'Opus Dei (secte catholique soutenue par le Vatican) se cache dans le gouvernement, et surtout personne ne nous rappelle que l'école en France n'est pas laïque : je ne parle pas des croix en pendentifs que l'on trouve en nombre incomparable à celui des voiles, mais bien d'un enseignement religieux en école publique. En effet, en Alsace-Moselle, un créneau obligatoire d'une heure est réservé, dès le primaire, à la religion. Pour cela, l'Etat a même créé un CAPES de religion et des diplômes universitaires. Ceci provient du « concordat », loi établie par Napoléon et conservée presque intacte en Alsace-Moselle (en 2001 les termes « pre-

mièr vèrnement » ont été remplacé par « ministère de l'intérieur » tandis que « étranger » a été remplacé par « ressortissant d'un Etat non membre de l'Union européenne »). Mais ce n'est pas tout ! Le concordat prévoit aussi le financement de l'Eglise (salaires notamment) par l'Etat, soit 34 millions d'euros en 2002 à répartir entre les Eglises catholiques, réformée, luthérienne, et le culte israélite. Et ceci n'est pas remis en cause puisque même un député UDF de l'Aisne (René Dosière) a soutenu cette loi réactionnaire, affirmant que « nos concitoyens d'Alsace-Moselle peuvent contribuer à la réflexion renouvelée sur la place du religieux dans la société », qui « enrichit et consolide la République française », et demandant une augmentation de son budget.

Par conséquent, à ceux qui veulent virer les filles voilées nous répondons : « Virez d'abord les curés ! ».

Julien «Fredon», [Metz]

Gabriel, [Nanterre]

Fatima, algérienne en France



Fatima a 20 ans, c'est une jeune travailleuse algérienne. Elle vit en France depuis 13 ans. Musulmane elle s'est toujours refusée à porter le voile.

Témoignage.

Le Coran suivant ses interprétations intègre ou non la question du voile, dans la lecture la plus répandue on y trouve l'obligation suivante « une femme doit porter le voile pour cacher tous ses attributs », ce texte religieux réactionnaire place la femme dans une position d'infériorité, éternelle mineure, qui dispose d'une intelligence limitée, ne sachant pas distinguer le Bien du Mal, sa destinée est de se marier, de devenir la moitié de son mari, elle doit lui être soumise, savoir rester discrète, ne pas attirer le regard sur elle.

Le voile est plus qu'un bout de tissu qui tend à montrer son appartenance à la religion, au fil du temps il a aussi signifié pour les femmes l'acceptation de toutes ces conditions, la soumission à son mari et l'acceptation qu'elle n'est que sa moitié, pas son égal. La jeune fille ou la femme voilée porte sur elle cette étiquette de la « bonne musulmane ».

C'est pour cette raison que Fatima comme beaucoup d'autres jeunes filles se sont refusées à la porter, pour tout ce qu'il colporte de non-dits et de sous-entendus. Pour elle, les jeunes filles voilées sont des femmes « manipulées » qui tentent de recréer une macro société, celle de l'âge d'or du Coran, elles rejettent l'image de la femme occidentale libérée qui reste pour beaucoup de musulmans une « dépravée »

qui, à vouloir prendre la place des hommes va finir par mener l'Occident à sa perte..

Les jeunes filles non voilées ont aussi cette image de femmes revendicatrices, qui par leur éducation veulent remettre en question les plus anciennes traditions. Mais une femme qui sait trop de choses, qui revendique trop, devient dès lors un danger pour les hommes, elle est alors cataloguée comme celle qui renie sa religion et sa culture, celle qui veut devenir l'égal des hommes mais qui n'est même plus une « vraie » femme !

Ces jeunes filles pour lesquelles ne pas porter le voile est un combat de tous les jours et de tous les instants, contre les traditions, contre le regard souvent hostile de la famille, mises à l'écart, montrées du doigt, ont du mal à pouvoir encre affirmer leur culture et leur religion. Elles rencontrent peu de soutien dans leur combat, le père qui n'oblige pas ses filles à porter le voile est critiqué, et l'homme qui publiquement apporte son soutien à ce combat de libération n'est dès lors plus considéré ni comme un homme ni comme un « vrai » musulman !

Bien sûr depuis le 11 septembre la situation a énormément évolué, le monde musulman assimilé trop souvent à ses « fanatiques religieux », est sans cesse stigmatisé, montré par beaucoup comme l'ennemi à vaincre. Il s'est replié sur lui-même et on a assisté dans les quartiers à ce que Fatima appelle « la mode du voile » un mouvement massif chez les jeunes filles de retour au voile, parce que déjà déracinées elles se sont en plus senties rejetées par la société

dans laquelle elles vivaient, pour beaucoup le voile a été une volonté d'affirmer haut et fort leur différence, leur culture et leur religion propre.

Après le 21 avril et la campagne sur l'insécurité, les médias ont jeté le trouble dans

l'esprit des gens et instauré une certaine forme de peur, avec les lois Sarkozy la vie quotidienne dans les quartiers devient de plus en plus dure, parce la répression est de plus en plus présente, qu'elle y est disproportionnée, que l'on interdit aux jeunes de

sortir et de se réunir, qu'on les contrôle sans arrêt pour un rien, une situation qui me dit Fatima n'est pas sans lui rappeler un certain « couvre-feu » en Algérie...

Correspondante, [Rouen]

Combattre le port du voile, par tous les moyens !

Exprimer notre solidarité avec les filles qui refusent de porter le voile.

Deux élèves du lycée Henri-Wallon d'Aubervilliers ont été exclues à cause du voile qu'elles refusaient d'enlever en cours, provoquant un flot d'indignation dans les médias. On a eu droit aux discours sur la tolérance religieuse ou aux discours, faussement naïfs, ne voyant dans ce foulard qu'un simple vêtement, la palme du cynisme revenant aux frères Cohn-Bendit, affirmant que « c'est dans la tête que se grave la soumission des femmes, et non sur la tête avec le foulard ». Comment peut-on penser que le fait que des filles portent le voile, par choix ou non, n'a pas d'influence sur ce que l'on peut penser ? Chahdortt Djavann, iranienne qui a porté le voile jusqu'à l'âge de 23 ans explique que « le port du voile met l'enfant ou la jeune adolescente sur le marché du sexe et du mariage, la définit essentiellement par et pour le regard des

hommes, par et pour le sexe et le mariage ».

En tant que marxiste révolutionnaire, combattant pour l'émancipation de tous et de toutes, nous devons affirmer clairement et sans ambiguïté, notre refus du port du voile. En effet, il est un moyen d'imposer les idées réactionnaires que sont la soumission des femmes aux hommes. Dans le RED n°38 du mois dernier, on pouvait lire : « Mais ce n'est pas par des exclusions qu'on les combat ». Nous ne préjugeons pas par avance des moyens que nous nous donnons pour mener ce combat.

Il faut quand même rappeler que ces deux filles ne subissent aucune pression familiale, le père étant un avocat du MRAP et se déclarant comme un Juif sans dieu. De plus, des négociations ont eu lieu durant des mois avant que le conseil de discipline ne prenne sa décision. Celles-ci refusaient tout compromis : elles ne voulaient pas laisser apparent le lobe des oreilles et la naissance du cou, pas plus que de l'enlever pen-

dant les cours de biologie et d'EPS.

Dans ces conditions, notre solidarité devrait se tourner vers les professeurs qui ont eu le courage d'aller jusqu'au bout de leur logique, refusant que l'exemple de ces deux filles puissent servir d'argument pour imposer le voile à d'autres filles.

Dénoncer l'hypocrisie du gouvernement.

Notre combat n'a rien à voir avec celui du gouvernement, qui prépare une loi sur l'interdiction des signes religieux au nom de la laïcité et de l'intégration républicaine. Comme le dit Fadela Amara, dans son livre *Ni Putes, ni Soumises*, « ce serait par ailleurs une erreur de ne voir dans le voile qu'une question religieuse. Rappelons que c'est d'abord un outil d'oppression, d'aliénation, de discrimination, un instrument de pouvoir des hommes sur les femmes. » Alors que le gouvernement cherche avant tout à stigmatiser les milieux musulmans pour mieux diviser la population, notre refus du voile est une affirmation de la solidarité entre tous, du refus du clivage hommes-femmes et de la nécessité de se battre tous ensemble contre un Etat, qui, par sa soumission aux intérêts financiers, a laissé se développer la misère et la précarité, principales responsables de la montée des préjugés réactionnaires.

La prise de position, que l'on peut lire dans le RED précédent, où l'on dénonce le voile, mais où, en même temps, on appelle à la solidarité avec deux filles qui militent pour le port du voile, est contradictoire. Nous ne devons pas craindre d'affirmer notre volonté d'émancipation sociale et de chercher à susciter le débat. Chahdortt Djavann conclut dans son livre *Bas les Voiles* : « Autoriser le voile à l'école sera un encouragement à porter le voile ici en France, autoriser le voile à l'école replace les adolescentes vivant dans les cités et les banlieues sous le joug des dogmes islamiques et rend leurs légitimes aspirations à l'émancipation encore plus difficile ».

Nous devons lutter aux côtés de toutes celles qui refusent de porter le voile et qui se battent contre l'oppression qu'elles subissent. Etre révolutionnaire, c'est tenter d'appliquer aujourd'hui les principes qui fonderont la société communiste de demain.

Lula et Jimi, [Bordeaux]

Bas les voiles¹

« **L**a détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, la chaleur dans un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. » K. Marx

Le voile, ce qu'il exprime pour les filles voilées :

Cela n'a échappé à personne, la question qui secoue l'extrême gauche et l'école en ce moment est la question du voile et de son interdiction à l'école, débat allant parfois jusqu'à la caricature ou l'insulte : complices de Sarkozy, islamophobes ou défenseurs du voile, sexistes. Ce texte ne prend position ni pour ni contre l'interdiction du port du voile à l'école sachant que des deux côtés, il y a des arguments certains. Le premier réflexe à avoir est d'aller interroger ces filles qui, volontairement ou pas, portent le voile pour comprendre ce qu'elles pensent avant de les taxer de militantes intégristes.

Ce qui ressort, c'est que les motivations sont très diverses, mais qu'ils ne s'agit quasiment jamais d'un acte de militantisme intégriste. Il peut y avoir de la religiosité, du mysticisme, de l'affirmation identitaire, de la provocation ou de la révolte adolescente,

de la honte, de la peur ou de la gêne par rapport au corps et à la sexualité, ou une volonté d'échapper au regard trop insistant des hommes ou aux affres du culte de la mineur, un refuge permettant de supporter l'échec scolaire, des problèmes familiaux, des difficultés sociales, une stratégie individuelle de négociation avec l'entourage pour différer un mariage, poursuivre des études, sortir le soir ou s'investir dans des activités associatives. Le voile est donc typiquement un phénomène religieux, c'est à dire ambigu, reste à savoir d'où il vient et vers où il mène.

Un phénomène politique et religieux réactionnaire :

Il est évident que les filles qui prennent la décision de porter le voile ne le font pas, pour l'immense majorité, au nom de l'obéissance au mari, l'enfermement au foyer, le mariage forcé ou la lapidation des femmes adultères. En Iran en 1978-1979, tout en portant jeans et baskets en dessous, les femmes de la petite bourgeoisie vont se mettre à porter le voile islamique comme signe de protestation contre la dictature sanguinaire du Shah, elles vont voter ensuite le projet de constitution islamique de Khomeiny. On connaît la suite, la dictature du Shah et la mainmise de l'impérialisme américain sur le pays ont été remplacé par la dictature sexiste et anti-ouvrière de

Khomeiny.

On peut avoir les meilleurs motivations du monde, ne pas vouloir que cela tourne au vinaigre, il n'empêche que le voile est sexiste, parce que ce sont les femmes musulmanes qui doivent le porter (sinon pourquoi pas les hommes ?), c'est un symbole de la soumission de la femme, de toutes les femmes, de sa nécessaire pureté (dans la religion catholique aussi, la seule femme pure est la vierge Marie), de la honte du corps féminin. Nous ne sommes pas en Iran, mais ça ne nous empêche pas de parler de ce qui se passe en Iran, en Afghanistan, en Algérie, en Arabie Saoudite, pour montrer que fondamentalement, le voile signifie l'oppression ultra-violente de milliers (de millions !) de femmes : assassinats de celles qui refusent de le porter, mariage forcé, droit à la répudiation, au viol conjugal, aux coups, réclusion, etc.

Islamophobie ? Non, simple dénonciation non pas d'une religion en particulier mais d'un phénomène politique réactionnaire, parce que le voile n'est pas une tradition dans la religion musulmane. Il faut rappeler sans cesse que le voile islamique était totalement inconnu au Maghreb jusque dans les années 60-70 ! Par ailleurs, ce n'est pas l'exclusivité des régimes islamiques, en effet, d'autres régimes pratiquent ce genre d'abominations (comme le régime hindouiste en Inde), sans oublier l'Eglise catholique qui se fait complice de la pandé-

mie de Sida qui se déroule en ce moment en Afrique en militant contre le port du préservatif, d'où notre combat contre toutes les religions, d'où notre soutien envers toutes les femmes qui luttent contre l'oppression religieuse, cela veut dire notre soutien envers ces femmes qui ont subi et subissent l'obligation du port du voile : Chahdortt Djavann l'Iranienne, Taslima Nasreem la Benghalaise, Souad la Palestinienne pour ne citer que les plus connues.

Correspondant Dunkerque

1. Titre d'un livre de Chahdortt Djavann, une iranienne qui a porté le voile dix ans dans son pays.

Références :

- Collectif Les Mots sont importants, *contre l'exclusion des élèves voilées, éléments pour un argumentaire*, septembre 2003, www.lmsi.org
- Richard Moyon, *derrière le voile, un tout autre combat*, Brochure Cinquième Zone, 1999, www.cinquieme-zone.org
- F. Gaspard, F. Khosrokhavar, *Le foulard et la république*, La découverte, 1995
- Taslima Nasreem, *femmes, manifestez-vous !*, édition des Femmes, 1994

« C' est l'opium du peuple. » Cette formule de Marx ⁽¹⁾ reste l'une des plus

connues de sa pensée et semble pouvoir résumer l'opinion de notre courant politique à l'égard de la religion : l'idée matérialiste d'un projet émancipateur de l'humanité passe de fait par une négation du dogme, des croyances et de la superstition religieuse.

« L'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme » disait d'ailleurs Marx ⁽¹⁾. Or, si l'Homme a créé Dieu, c'est avant tout par peur. Peur du futur, de la mort. L'idée d'une vie éternelle où « les premiers seront les derniers » permet ainsi d'attendre en toute tranquillité et d'accepter l'ordre social, peut-être voulu par Dieu.

Les défenseurs de la laïcité républicaine mettent en avant le caractère privé de la religion, la liberté d'opinion. Certes, il ne saurait être question de remettre en cause cette liberté fondamentale de chacun et chacune à la foi religieuse. Mais la religion est loin de constituer une « chose privée », elle a su dans l'histoire être un frein majeur aux révoltes et aux révolutions.

Aussi, « le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple » ⁽¹⁾. Car l'idée d'une société injuste envoyée par Dieu est précisément celle des

monarchies de droit divin, jusqu'au Gott mit uns (« Dieu avec nous ») nazi. Les positions du Vatican sur la société et les événements historiques en sont caractéristiques

Puisque tout est dans l'ordre des choses, il en va de même pour les mœurs patriarcales. Ainsi les religions se sont-elles faites les chantres de l'idéologie réactionnaire. En 1999, après que Christine Boutin a brandit la Bible à l'Assemblée Nationale pendant le débat sur le PACS, sa grande manifestation homophobe était le lieu d'une alliance « historique » des religions, curés, pasteurs, rabbins et imams se réconciliant sous la bannière de l'hétérosexisme le plus obscurantiste. Ne sont-ce pas les pays où la présence de la religion reste très forte qui sont les plus réfractaires aux avancées progressistes ? Ainsi voit-on l'IVG toujours interdit au Portugal ou en Irlande, tandis que les pays appliquant la Charia (loi islamique) punissent de mort l'adultère et l'homosexualité.

De même, la droite extrême et l'extrême droite françaises ont su utiliser le catholicisme dominant pour diviser les travailleurs et les travailleuses entre hommes et femmes (la place de ces dernières restant bien entendu au foyer), homos et hétéros, français et immigrés, croyants et athées etc. C'est en revanche vers une unité sans fondement social que tend l'idéologie religieuse. Si tous les hommes sont les enfants de Dieu, toute vision de la société comme divisée en classes sociales dont les intérêts sont antagonistes s'effondre. Si le patron est bon chrétien, pra-

tique la charité et se retrouve dans la même église que les ouvriers le dimanche, comment s'affronteraient-ils durant la semaine ? Le rôle des prêtres comme grands réconciliateurs et promoteurs de l'idéologie dominante prévaut ainsi, tant que la religion continue de trouver un écho. Il en va de même pour les syndicats chrétiens, pratiquant de la manière la plus édifiante la collaboration de classe.

Toutefois, combattre la religion par les discours scientifiques et matérialistes est vain contre une foi souvent inébranlable, car justement fondée sur l'immatériel, l'indémontrable et la confiance aveugle en un être qui dépasse l'homme. Mais tout cela ne signifie en rien un caractère irréconciliable entre luttes sociales et religion, bien au contraire. L'erreur d'une lutte anti-religieuse radicale serait en effet d'à son tour diviser entre athées et croyants, en rejetant par exemple quelqu'un d'un mouvement de lutte, sous prétexte que celui-ci est contradictoire avec la religion de cette personne. Comme le formule Lénine ⁽²⁾, « seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion. (...) Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement (...) au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible (...) du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capi-

taliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens (...) à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. » En effet, le mouvement anéantira de fait d'une part la peur du futur, le monde meilleur et plus juste étant finalement possible ici-bas, et d'autre part l'immobilisme imposé par l'acceptation de l'ordre social, celui-ci n'étant pas une fatalité.

Il n'y a donc pas de contradiction, tout du moins flagrante, entre présence dans une lutte sociale et croyance, dès lors que cette dernière n'a pas pu empêcher quelqu'un de participer au mouvement. De plus, de nombreux exemples démontrent que la religion est un instrument interchangeable, c'est-à-dire pouvant être à la base d'un mouvement social, notamment dans les pays où elle est omniprésente. Outre des associations religieuses progressistes, défendant les droits de l'Homme et la justice sociale présentes dans beaucoup de pays, on trouvera dans les mouvements les plus radicaux de libération nationale des éléments, voire des fondateurs, religieux. S'il est nécessaire d'insister continuellement sur le caractère avant tout politique des conflits, comme en Palestine, en Irlande du Nord, au Tibet etc., force est de constater que certaines oppressions nationales vont de pair avec la domination d'une religion sur une autre ou un athéisme forcé. Le sort de la lutte nationale se trouve ainsi lié temporairement à celui de la religion opprimée et permet souvent le développement d'une solidarité internationale dont la pre-

mière cause est religieuse. S'il est nécessaire de dépasser cette base religieuse, elle ne peut cependant pas être niée. De même, la théologie de la libération, née en Amérique Latine dans les années 1970 est-elle un exemple, certes exceptionnel, d'utilisation à des fins sociales de la religion presque omniprésente puisqu'il explique les poussées révolutionnaires du Nicaragua, du Salvador ou « l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier et paysan au Brésil » ⁽³⁾.

Aussi, tant qu'elle reste affaire privée ou ne se met pas en contradiction avec le combat pour le progrès social, la religion n'est pas un ennemi immédiat, surtout lorsqu'elle est elle-même minoritaire et opprimée. Mais sa nature de fait anti-matérialiste, justifiante d'un ordre moral et d'une passivité sociale doit pousser ses pratiquant-e-s à s'en émanciper au cours des luttes. Ainsi, ni complaisance, ni sectarisme ne doivent caractériser l'attitude des révolutionnaires à son égard.

JB, [Nanterre]

Références :

1. K. Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843
2. Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, 1909
3. M. Löwy, *Le Marxisme de la Théologie de la Libération*

Trilogie « Marx Attacks », Episode 1

Karl Marx (1818-1883), dit « le Vieux barbu »

Le jeune Marx. Marx est né en 1818. Étudiant à Berlin, Marx découvre les thèses du philosophe Hegel, qui insiste sur le fait que tout dans la société et dans la nature est en perpétuelle évolution et en développement permanent. Un groupe de « jeunes hégéliens de gauche » partent des thèses de Hegel pour essayer d'en tirer des conclusions radicales. Quand plusieurs étudiants radicaux furent exclus de l'université par les autorités, Marx abandonne l'idée de faire une carrière académique, et prend le chemin d'une activité politique qui durera jusqu'à la fin de sa vie.

Marx commence à écrire et à éditer des journaux radicaux qui réclament la démocratie et la fin de la souffrance des pauvres. En 1843, Marx écrit un article si révolutionnaire qu'il dut s'exiler à Paris et rentrer clandestinement en Allemagne.

Utopie. À cette époque, il y avait de nombreux petits groupes socialistes en Europe. La grande majorité de ces groupes étaient utopistes d'une manière ou d'une autre – ils passaient leur temps à imaginer des sociétés communistes parfaites. Tout au long du début des années 1840, Marx commence à critiquer ces thèses et faire ses propres découvertes. Au lieu de se placer en dehors de la société ou d'élaborer des plans clé en main vers un monde parfait, il étudie la façon dont le monde réel fonctionne.

Lutte de classes. Aussi étrange que cela puisse paraître, Hegel pensait que le monde

réel n'était juste que l'image de notre esprit. Marx avait un point de vue plus pertinent : ce sont nos idées qui sont les images d'un monde réel qui existe en dehors de notre esprit. C'est à dire que pendant que Hegel voit l'Histoire comme une suite de conflits entre différentes idéologies, Marx cherche dans le monde réel la cause de ces conflits. Il trouve la réponse dans la théorie de la lutte de classes. Durant toute l'Histoire, les riches et les pauvres se sont affrontés les uns contre les autres pour le contrôle de la nourriture, du logis, de l'argent et par conséquent du pouvoir politique.

Les propriétaires d'usines capitalistes et les banquiers sont devenus de plus en plus riches en exploitant une nouvelle classe de travailleurs industriels. La classe ouvrière n'a aucun produit fini à vendre, aucune propriété de laquelle elle peut tirer profit. Leur seul moyen de vivre est de travailler en échange d'un salaire. Marx prédit qu'avec le temps, la classe ouvrière grossira numériquement et s'auto-organisera. Sans elle, rien dans la société ne pourrait fonctionner. Le prolétariat constitue une force qui peut renverser le capitalisme, et ce fut une alternative pratique aux rêves des utopistes, une alternative qui pourrait vraiment transformer la société.

Communisme. Marx tire la conclusion que la pratique et l'action réelle – et non seulement la théorie – sont la clé du futur. « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières. » écrit-il, « ce qui importe c'est de le transformer. » (Thèses sur Feuerbach, 1845) Alors avec son complice, Friedrich Engels, Marx

écrit Le Manifeste du Parti communiste – un livre qui déborde de colère, de sarcasme et de génie. Le Manifeste démolit un à un tous les arguments qui sont encore utilisés aujourd'hui contre le communisme. Il exige audacieusement la libération des femmes de l'esclavage domestique. Contre les nationalistes qui accusent les communistes d'être des traîtres, Le Manifeste répond que les travailleurs du monde entier ont plus d'intérêts en commun entre eux qu'avec leurs dirigeants capitalistes « nationaux ». Il définit le communisme comme la tâche historique des travailleurs, qui serait une société sans classes dans laquelle les gens n'auront plus à rivaliser entre eux et à se battre pour avoir leur part.

Mais cette société communiste ne pourra pas s'établir du jour au lendemain. D'abord, la classe ouvrière devra « se constituer en classe dirigeante » à travers la révolution, user de la force pour que les capitalistes arrêtent de se cramponner à leur propriété. Progressivement, les travailleurs distribueront équitablement les richesses dans les intérêts du peuple, abolissant complètement les classes, l'État et les forces armées.

Le Manifeste se termine par une déclaration qui est entrée dans le langage et la conscience du monde entier jusqu'à ce jour : « Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

La Révolution de 1848. L'encre était à peine sèche sur les pages du Manifeste

quand une vague révolutionnaire frappa l'Europe. L'année 1848 voit la chute du roi et de la monarchie en France et une insurrection ouvrière de masse éclate à Vienne, en Autriche. Malheureusement, les travailleurs furent brutalement réprimés, et Marx lui-même dut se réfugier à Londres.

Le Capital. La défaite de la vague révolutionnaire de 1848 ouvrit la porte à de longues années de réaction en Europe, longues années où le cours de la lutte de classes était défavorable. Marx consacre alors son temps à l'écriture d'une analyse détaillée des rouages du capitalisme, Le Capital. Ce volume scientifique de poids est une pierre angulaire du mouvement ouvrier révolutionnaire. Dans Le Capital, Marx montre comment l'exploitation des travailleurs n'est pas juste le résultat de pratiques malhonnêtes d'employeurs individuels, mais fait partie intégrante du système capitaliste en lui-même. Il montre comment le système fait grossir la classe ouvrière et comment la concurrence entre les capitalistes crée d'énormes conglomérats. Plus important, il montre comment le système a une tendance intrinsèque à entrer dans des crises profondes, qui causent des effondrements économiques dramatiques et des opportunités révolutionnaires pour la classe ouvrière.

Derniers jours. Marx avait l'intention d'écrire Le Capital en plusieurs volumes, mais il meurt avant de pouvoir les achever. Dans les dernières années, il essaya aussi d'organiser une internationale ouvrière, un parti international des travailleurs, et travailla

avec le jeune mouvement révolutionnaire qui s'est formé autour de ses idées pour les aider à développer un programme qui pourrait amener les travailleurs vers le chemin de l'émancipation. Marx meurt en 1883.

Toujours pertinent. Bien plus de 100 ans après la mort de Marx, le capitalisme ne peut toujours pas garantir la démocratie à des centaines de millions de personnes dans le Tiers Monde, détruit la vie des travailleurs de l'ex-Union soviétique en y important le chômage de masse, la criminalité et l'inflation, et est incapable d'offrir à la classe ouvrière y compris dans les pays développés un emploi ou un salaire décent pour vivre.

Dans le monde entier, les luttes sociales reprennent. À l'intérieur des syndicats et des partis ouvriers, dans les usines et les écoles, les mines et les bureaux, de nouvelles forces sont lentement en train de converger et de se préparer pour la lutte. Les thèses de Marx ouvrent l'espoir d'un monde meilleur, totalement différent du nôtre et nous montrent comment transformer ce rêve en réalité. Le vieux monsieur à la barbe blanche est beaucoup plus pertinent, plus moderne, plus de notre temps que mille de nos politiciens bien rasés, cyniques, calculateurs et carriéristes. Nous sommes certains que le siècle qui commence sera le sien et sera le nôtre.

Ramón, [Paris - Sorbonne]

Dans le prochain numéro de RED, retrouvez l'épisode 2 de la Trilogie « Marx Attacks » : Vladimir Ilitch Lénine



Récits de Kolyma

V. Chalamov

« **L**e soir, Dougaïev fut appelé devant l'enquêteur-inspecteur. Il répondit à quatre questions : « nom, prénom, article, peine » - quatre questions qu'on pose au moins trente fois par jour aux prisonniers. Puis il alla se coucher. Le lendemain, il travailla de nouveau dans l'équipe de Baranov et, au cours de la nuit qui suivit, les soldats le firent passer derrière l'écurie : ils l'emmenèrent dans la forêt par un petit sentier, là où il y avait une grande palissade surmontée de fil de fer barbelé qui coupait presque entièrement une petite gorge d'où l'on entendait parfois la nuit le grondement lointain des tracteurs. Et quand il comprit de quoi il s'agissait, Dougaïev regretta d'avoir travaillé, d'avoir souffert en vain ce jour, ce dernier jour. » (Tâche individuelle)

Le camp - La Kolyma

La Kolyma, c'est le gigantesque camp du Grand Nord, c'est « l'ultime cercle de l'enfer » - l' dernier né, le plus abouti, le plus féroce de rejetons de l'empire concentrationnaire

soviétique. Séparé du reste du continent par une infranchissable taïga de mille kilomètres, il y fait en hiver soixante degrés au-dessous de zéro - et l'hiver dure neuf mois. C'esr le monde de la pierre et du gel.

Et, pour le malheur des hommes, il y a aussi de l'or à la Kolyma. De riches gisements, que l'on exploite - c'est un camp de travail, un camp d'extermination par le travail, par le froid et par la faim. Quatorze heures chaque jour d'un travail d'esclave au front de taille de la mine d'or, une ration de famine fonction du travail effectué, les coups des surveillants, des criminels, des soldats, tout cela dans un froid tel que les crachats gèlent au vol. En seulement trois semaines de ce traitement, le plus vigoureux des hommes est transformé en crevard, en déchet humain.

« En hiver, dans la mine, le froid atteint jusqu'à moins vingt degrés aux niveaux les plus bas, alors que dehors il fait moins soixante. Adreïev dut passer la nuit sur le carreau de mine supérieur, là où on entassait la roche. Des wagonnets pleins y montaient de temps en temps et Adreïev devait les décharger. Il n'y en avait pas beaucoup. Il faisait un froid atroce, et le moindre souffle

de vent suffisait pour transformer la nuit en enfer. C'est là que, pour la première fois de son séjour sur la terre de Kolyma, Andreïev se mit à pleurer. » (Juin)

Le système concentrationnaire s'est construit en fonction de deux objectifs. L'un politique : développer un climat de terreur et exterminer toute forme d'opposition. L'autre économique : réduire les victimes (elles sont des millions) en esclavage total, les briser, extraire de chaque kilogramme de viande humaine tout le travail qu'il peut fournir, exploiter le matériau humain jusqu'à son anéantissement par épuisement. Ces sont les détenus eux-mêmes qui ont construit les camps...

Chalamov et les récits de Kolyma

Varlam Chalamov est arrêté en janvier 1937, « l'année de l'ouragan ». Il est condamné selon l'article 58 sigle KRTD - activité contre-révolutionnaire trotskiste - à cinq ans de camp, directives spéciales (c'est-à-dire à n'affecter qu'aux travaux les plus pénibles) ; cinq ans auxquels s'ajoutent dix autres pour avoir dit que Bounine



est un classique de la littérature russe. Chalamov a survécu dix-sept ans de Kolyma.

Les Récits de Kolyma sont le témoignage d'un grand écrivain.

Les récits sont écrits d'un jet, le verbe est cinglant. Chalamov ne cache rien de l'horreur, il la relate simplement, sans porter de jugement. Un médecin détenu se souvient : « Le cinq décembre 1947, le bateau Kim entra dans la baie de Nagaïev avec une cargaison humaine : trois mille détenus. Pendant le trajet, les détenus s'étaient révoltés et les autorités avaient décidé d'inonder toutes les cales. Ce qui fut fait par un froid de moins quarante ». Un prisonnier remarque : « il y a sans doute des choses

pires que de déjeuner de la chair d'un cadavre ». Chalamov écrit comme s'il était mort.

« Le camp était la suprême épreuve des forces spirituelles. Les hommes de morale humaine ordinaire, c'est-à-dire quatre-vingt-dix-neuf sur cent, n'y résistaient pas ». Chalamov, lui, a survécu, n'a dénoncé personne, il est resté humain ; il n'a pas sombré dans le mysticisme comme d'autres. Il n'a rien oublié et il a témoigné. En écrivant les Récits de Kolyma, il a gagné, par la littérature, son combat contre la machine concentrationnaire. Chalamov est mort en 1982, sourd, aveugle et fou. Epuisés depuis longtemps, les Récits de Kolyma sont de nouveau éditées, en version intégrale.

Pourquoi les mots sont importants

Atravers les différents ouvrages qu'il a écrit (*Le Racisme Républicain*) ou encore co-écrit avec Sylvie Tissot comme *Stop quelle violence?* et le dictionnaire de la lépenisation des esprits, Pierre Tévanian, professeur de philosophie au lycée Eugène Delacroix de Drancy revient sur ce « racisme républicain » et cette tradition colonialiste très imprégnée en France. Ces ouvrages nous montrent avec justesse ces mots, ces expressions qui sont trop souvent employés à tort et à travers. Dans le dictionnaire de la Lépenisation des esprits, tout d'abord, on peut noter la présence d'un index avec les différents termes qui seront expliqués par la suite. Chaque définition est introduite par des citations (riches en préjugés) de certains députés de droite (ou même de gauche) et d'intellectuels qui se croient des philosophes comme André Glucksmann, Maurice Agulhon etc...

Pierre Tévanian et Sylvie Tissot analysent chaque terme employé, parce que chaque mot a sa part de vérité. Leurs arguments sont agencés avec intelligence et précision.

Leur travail est dénué de tout *a priori* comme se doit de l'être celui de tout philosophe qui se respecte. On comprend bien que n'est pas philosophe qui veut mais que pour cela il se doit de savoir développer une thèse intelligemment. C'est pourquoi mettre sur le même plan Bernard Henri Levy ou d'autre du même genre aux côtés de Descartes, Pascal, Sartre... serait une véritable insulte!

Dans le dictionnaire de la Lépenisation des esprits, on comprend vite que chaque définition est liée avec les autres. L'ensemble prend tout de suite un sens et on est vite convaincu. Pierre Tévanian et Sylvie Tissot ont largement prouvé leur talent de philosophe et sociologue.

C'est avec des auteurs comme eux qu'on avance, car le problème de cette société de consommation est que beaucoup de ceux qui se considèrent comme les nouveaux penseurs ne pensent plus beaucoup (ou alors très mal), alors que ceux qui font un travail de fond, de longue haleine, très militant se battent pour trouver un éditeur et ne gagnent que peu de reconnaissance de la part du grand public - puisque leurs oeuvres

sont souvent peu ou mal diffusés.

Tant que certains penseront que pour lutter contre le fondamentalisme religieux, il suffit d'exclure deux élèves pour le port du foulard islamique pour qu'il n'y ait plus de discrimination hommes/femmes, le Front National ne reculera pas, loin de là. Il y a plusieurs années le débat n'avait pas lieu d'être et n'avait pas eu lieu. Aujourd'hui, certains politiques se prêtent au jeu dangereux qui est de légitimer les thèses du Front National. Mais le débat sur le voile n'est qu'un exemple parmi d'autres (les sans-papiers, « la délinquance », etc...). Par exemple, saviez-vous que le mot « générosité » est souvent de mauvais augure ? Le dictionnaire de la lépenisation des esprits nous aide à mieux semer la démagogie de nombreux politiciens. « *Les mots sont importants. Quand on parle mal, on pense mal, et quand on pense mal, on vit mal* » nous dit Nanni Moretti, c'est très certainement pour cette raison que Pierre Tévanian, entre autre s, a donné naissance au collectif « les mots sont importants » (www.lmsi.net/index.php3). Ce collectif a pour but de regrouper témoignages, fictions, analyses, poèmes - toute

forme d'écriture est nécessaire (Il est important d'aller signer la pétition contre l'exclusion des jeunes filles voilées qui s'y trouve).

Pauline, [Drancy]

